

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2272 [C — 99/22681]

14 JUI 1999. — Arrêté ministériel portant suspension temporaire de la délivrance des médicaments contenant de la trovafloxacin ou de l'alatrofloxacin

Le Ministre chargé de la Santé publique,  
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 8;

Vu qu'il existe des raisons de considérer que les effets de la trovafloxacin et de l'alatrofloxacin pourraient être nocifs,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La délivrance des médicaments contenant de la trovafloxacin ou de l'alatrofloxacin est suspendue pour une période d'un an.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juin 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2272 [C — 99/22681]

14 JUNI 1999. — Ministerieel besluit tot tijdelijke schorsing van de aflevering van geneesmiddelen die trovafloxacin of alatrofloxacin bevatten

De Minister belast met Volksgezondheid,  
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 8;

Overwegende dat er redenen zijn om aan te nemen dat de werking van trovafloxacin en alatrofloxacin schadelijk kan zijn,

Besluit :

**Artikel 1.** De aflevering van geneesmiddelen die trovafloxacin of alatrofloxacin bevatten wordt voor een periode van één jaar geschorst.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 juni 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 2273 [C — 99/00405]

2 JUI 1999. — Arrêté royal contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football  
RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal soumis à la signature de Votre Majesté a pour but de remplacer l'arrêté royal du 17 juillet 1989 contenant les normes relatives à la protection des spectateurs contre l'incendie et la panique lors des manifestations dans les stades, modifié par les arrêtés royaux des 14 mai 1990 et 8 septembre 1997.

Si certaines normes techniques méritaient d'être affinées, les évolutions juridiques récentes rendent nécessaire une révision plus fondamentale des textes existants.

En effet, l'adoption par le Parlement de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matchs de football instaure un système de sanctions administratives à l'encontre des organisateurs utilisant des stades non conformes aux normes de sécurité arrêtées par le Roi. Il est donc indispensable de garantir au maximum la sécurité juridique des organismes ou personnes visées en apportant une plus grande précision dans la définition des attentes en matière de sécurité

Cette même loi entraîne l'obligation de revoir fondamentalement les procédures de contrôle sur le respect des normes, les « inspections » à caractère consultatif étant désormais remplacées par le système de contrôle et de sanctions prévu dans la loi.

Enfin, dix ans d'expérience dans la mise en application des normes prévues par l'arrêté du 17 juillet 1989 permettent à présent de mieux préciser et moduler les normes en fonction des besoins réels, et de combler certaines lacunes constatées au fil des inspections auxquelles le Ministère de l'Intérieur a procédé sur le terrain.

Le champ d'application de l'arrêté royal est général. En effet, l'article 4 de la loi précitée prévoit que l'organisateur de tout match de football n'utilise que les stades ou les parties de stade qui satisfont aux normes de sécurité fixées par le Roi. Cette obligation s'impose à toute personne organisant un match de football au sens de la loi.

C'est pourquoi l'arrêté royal en projet s'applique à tous les stades de football sans distinction de division.

Il va de soi que l'arrêté royal prévoit une modulation des normes en fonction de la nature du risque. C'est pourquoi seules les mesures visant la sécurité générale des spectateurs (p.ex. protection contre l'incendie, normes d'évacuation) sont d'application générale.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 2273 [C — 99/00405]

2 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen  
VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel het koninklijk besluit van 17 juli 1989 houdende de normen betreffende de bescherming van de toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in stadions, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 mei 1990 en 8 september 1997, te vervangen.

Indien bepaalde technische normen een verfijning verdienen, maakte de recente juridische evolutie een meer fundamentele herziening van de bestaande teksten noodzakelijk.

Immers, het aannemen door het Parlement van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden voert een systeem van administratieve sancties in, in hoofde van de organisatoren die gebruik maken van stadions die niet overeenstemmen met de veiligheidsnormen aangenomen door de Koning. Het is dan ook onontbeerlijk de juridische veiligheid maximaal te verzekeren voor de geviseerde instanties of personen, door een grotere nauwkeurigheid aan te brengen in de omschrijving van de verwachtingen inzake de veiligheid.

Dezelfde wet brengt ook de verplichting mee de controleprocedures op de naleving van de normen fundamenteel te herzien. De « inspecties » van adviserende aard worden voortaan vervangen door een systeem van controle en sancties, bepaald in de wet.

Tenslotte laten 10 jaar ervaring in het toepassen van de normen bepaald in het besluit van 17 juli 1989, thans toe om de normen beter te preciseren en aan te passen in functie van de reële behoeften, en tegemoet te komen aan bepaalde lacunes die vastgesteld werden tijdens de inspecties, waartoe de Ministerie van Binnenlandse Zaken op het terrein is overgegaan.

Het toepassingsgebied van het koninklijk besluit is algemeen. Immers, artikel 4 van de hoger geciteerde wet voorziet dat de organisator van elke voetbalwedstrijd slechts gebruik maakt van stadions of delen van stadions die voldoen aan de veiligheidsnormen, vastgesteld door de Koning. Deze verplichting geldt voor elke persoon die een voetbalwedstrijd in de zin van de wet organiseert.

Dit verklaart waarom het ontwerp van koninklijk besluit van toepassing is op alle voetbalstadions, zonder onderscheid van afdeling.

Het spreekt voor zich dat het koninklijk besluit een aanpassing van de normen voorziet in functie van de aard van het risico. Dit verklaart waarom enkel de maatregelen die de algemene veiligheid van de toeschouwers (bv. bescherming tegen brand, evacuatiënormen) beogen, van algemene toepassing zijn.

D'autres normes, plus spécifiques à la lutte contre le hooliganisme seront d'application plus restreinte. Il s'agit entre autres de normes relatives à la séparation des supporters ou aux installations nécessaires aux forces de l'ordre.

Ces normes doivent sous certains aspects être complétées de dispositions spécifiques à la situation locale (capacité du stade, configuration des lieux).

Ces normes complémentaires seront arrêtées dans les conventions visées à l'article 5 de la loi.

Enfin, comme c'était le cas jusqu'ici, la possibilité est conférée au Ministre de l'Intérieur d'accorder certaines dérogations. Ceci peut entre autres être nécessaire pour les infrastructures existantes qu'il n'est pas toujours possible de mettre en conformité avec les normes, sans reconstruction pure et simple.

La philosophie générale du projet ne diffère pas fondamentalement des principes ayant présidé à la rédaction de l'arrêté de 1989.

Elle s'inspire, entre autres, de la Convention Européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matchs de football, faite à Strasbourg le 19 août 1985 et approuvée en droit belge par la loi du 18 avril 1989.

Outre la responsabilisation de l'organisateur, ces principes consistent, pour ce qui est de l'infrastructure, en une séparation efficace des supporters antagonistes tant au niveau des accès que dans le stade même, ainsi qu'en la mise à disposition d'installations offrant les garanties nécessaires pour la sécurité et le confort du public.

C'est donc sur ces grands principes que se fonde l'arrêté en projet.

#### Commentaire des articles

L'article premier a pour but de définir les notions utilisées dans l'arrêté royal pour autant que celles-ci ne soient pas définies dans la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matchs de football.

La plupart des définitions usitées n'appellent pas de commentaire particulier et sont de nature purement techniques.

Il s'est avéré indispensable de définir la notion d'exploitant du stade. En effet la situation juridique de la plupart des infrastructures est complexe dans la mesure où la propriété en est souvent divisée entre plusieurs parties, et où en outre de nombreux stades sont donnés en location.

L'exploitant du stade sera donc généralement le club qui en a l'utilisation principale, qui y joue habituellement ses matchs à domicile. A défaut, il s'agira de la personne physique ou morale ayant la capacité de louer le stade à un tiers ou de le mettre à sa disposition sous toute autre forme.

L'article 2 renvoie aux normes techniques énumérées dans la première annexe à l'arrêté. Ainsi que déjà précisé, cette réglementation comporte :

- un ensemble de normes de base auxquelles doivent satisfaire tous les stades de football, quelle que soit la catégorie des compétitions qui s'y déroulent;
- des normes spécifiques aux stades utilisés pour des compétitions nécessitant un niveau de sécurité accrue, c'est-à-dire les stades où se déroulent des matchs nationaux ou internationaux au sens de la loi;

- conformément à l'alinéa 2, ces normes doivent être complétées ou précisées sous certains aspects compte tenu des spécificités locales. C'est notamment le cas pour toutes les dispositions prévoyant un accord avec les services de police ou de secours et pour toutes les dispositions liées à la capacité du stade, au nombre ou à la superficie de certains lieux.

Il va de soi que d'autres dispositions conventionnelles peuvent compléter les normes de l'arrêté sans pour autant pouvoir y déroger en quoi que ce soit.

L'article 3 a pour but de définir les zones non accessibles au public au sens de l'article 22, al. 2, 3° de la loi. C'est ainsi que le bourgmestre pourra par exemple décider d'interdire l'accès à une tribune s'il estime que celle-ci n'offre pas ou plus les garanties de sécurité nécessaires, par exemple suite à une détérioration ou à un accident.

L'article 4 précise les informations à fournir par le bourgmestre au Ministre de l'Intérieur afin de permettre à ce dernier d'exercer ses missions de contrôle.

Les rapports et expertises demandés étaient déjà imposés sous l'empire de l'ancienne réglementation. Comme par le passé ils devront être transmis chaque année à la cellule football de la Direction Générale de la Police Générale du Royaume près le Ministère de l'Intérieur.

Andere normen, meer specifiek in de strijd tegen het hooliganisme, zullen van restrictievere toepassing zijn. Het gaat onder andere om de normen betreffende de scheiding van supporters of over de noodzakelijke installaties voor de ordediensten.

Op bepaalde punten moeten deze normen aangevuld worden met voorschriften, eigen aan de plaatselijke situatie (capaciteit van het stadion, ligging van de plaatsen).

Deze aanvullende normen zullen bepaald worden in de overeenkomsten, bedoeld in artikel 5 van de wet.

Uiteindelijk, zoals dit tot nu toe het geval was, wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken de mogelijkheid toegekend bepaalde afwijkingen te verlenen. Dit kan onder andere noodzakelijk zijn voor de reeds bestaande infrastructuur, waarvan het mogelijk is om deze in overeenstemming te brengen met de normen zonder te moeten overgaan tot volledige heropbouw.

De algemene filosofie van dit ontwerp verschilt niet fundamenteel van de principes die golden bij de redactie van het besluit van 1989.

Zij laat zich, onder andere, inspireren door de Europese Overeenkomst inzake gewelddadigheden, gepleegd door en wangedrag van toeschouwers rond sportevenementen in en in het bijzonder rond voetbalwedstrijden, opgemaakt te Straatsburg op 19 augustus 1985 en goedgekeurd in het Belgisch recht door de wet van 18 april 1989.

Behoudens de responsabilisering van de organisator, bestaan deze principes, wat de infrastructuur betreft, in een efficiënte scheiding van rivaliserende supporters zowel bij de ingang als in het stadion zelf, alsook in het ter beschikking stellen van de installaties die de noodzakelijke garanties bieden voor de veiligheid en het comfort van het publiek.

Het is dan ook op deze grote principes dat het ontwerp van besluit is gebaseerd.

#### Bespreking van de artikels :

Artikel 1 heeft tot doel de gebruikte noties in het koninklijk besluit te definiëren voor zover deze nog niet gedefinieerd werden in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden

Het merendeel van de gebruikte definities vereisen geen bijzondere commentaar en zijn van puur technische aard.

Het blijkt onontbeerlijk te zijn de notie uitbater van het stadion te definiëren. Immers de juridische situatie van het merendeel van de infrastructuur is complex, in die zin dat de eigendom dikwijls verdeeld is tussen verschillende partijen, en er daarenboven talrijke stadions in huur zijn gegeven.

De uitbater van het stadion zal dus over het algemeen de club zijn die er hoofdzakelijk gebruik van maakt, die er gewoonlijk zijn thuiswedstrijden speelt. Bij gebreke, zal het gaan om de fysieke of morele persoon die de bevoegdheid heeft het stadion aan een derde te verhuren of het ter beschikking te stellen onder enig andere vorm.

Het artikel 2 verwijst naar de technische normen opgesomd in de eerste bijlage bij het besluit. Zoals hoger reeds gepreciseerd, omvat deze reglementering :

- een geheel van basisnormen aan de welke alle voetbalstadions moeten voldoen, wat ook de categorie van wedstrijden is die er plaatsvinden;
- de specifieke normen voor stadions die gebruikt worden voor wedstrijden die een niveau van verhoogde veiligheid noodzaken, het is te zeggen de stadions waar nationale en internationale wedstrijden in de zin van de wet plaatsvinden;

- overeenkomstig alinea 2, moeten deze normen vervolledigd of gepreciseerd worden op bepaalde punten, rekening houdende met de plaatselijke specificiteiten. Dit is met name het geval voor alle bepalingen die voorzien in een overeenkomst met de politie- of hulpdiensten en voor alle bepalingen die verbonden zijn aan de capaciteit van het stadion of het aantal of de oppervlakte van bepaalde plaatsen.

Het spreekt voor zichzelf dat andere conventionele bepalingen de normen van het besluit kunnen vervolledigen zonder er nochtans op eender welk punt te kunnen van afwijken.

Artikel 3 heeft tot doel de niet voor het publiek toegankelijke zones in de zin van artikel 22, al. 2, 3° van de wet te definiëren. Alzo kan de burgemeester bij voorbeeld beslissen de toegang tot een tribune te verbieden indien hij oordeelt dat deze niet of niet meer de noodzakelijke veiligheids garanties biedt, bij voorbeeld ten gevolge van een beschadiging of een ongeval.

Artikel 4 verduidelijkt de informatie die door de burgemeester aan de Minister van Binnenlandse Zaken moet bezorgd worden teneinde deze laatste toe te laten zijn controle-opdrachten uit te oefenen.

De gevraagde verslagen en expertises werden reeds onder de oude reglementering opgelegd. Zoals in het verleden, moeten deze elk jaar worden overgemaakt aan de voetbalcel van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

L'article 5 reprend une disposition de l'arrêté royal du 17 juillet 1989 permettant au Ministre de l'Intérieur d'accorder une dérogation à certaines normes prévues par l'arrêté à l'exception de normes de type général telles que le R.G.P.T.

Comme par le passé pareille dérogation est subordonnée à l'existence de garanties concernant la prise de mesures de sécurité assurant un niveau de sécurité équivalent.

En général, les dérogations accordées par le Ministre viseront des problèmes d'infrastructure qu'il est difficile de résoudre sans apporter au stade des modifications impliquant de gros travaux de reconstruction. Sous certaines conditions, il sera possible pour certains stades ou pour certaines parties de ces stades, de déroger en partie aux normes relatives aux cloisonnements, dans la mesure où la sécurité pourrait être garantie par des moyens alternatifs. Avant d'accorder une telle dérogation, le Ministre pourra s'entourer des avis qu'il juge utiles, et entre autres de l'avis des autorités locales concernées.

Une période transitoire est prévue afin de réexaminer le cas échéant les dérogations existant à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. En outre, il est désormais prévu que les dérogations accordées seront nulles de plein droit si les conditions de sécurité alternatives qui ont présidé à leur octroi ne sont pas respectées. Le Ministre ne devra pas procéder au retrait de la dérogation. La nullité de la dérogation aura pour conséquence la sanction par application d'une amendé administrative du fait de non respect de la norme à laquelle il aurait normalement pu être dérogé.

Enfin, si l'entrée en vigueur de l'arrêté royal est prévue pour le début de la saison de football 1999-2000, une période transitoire est prévue afin de permettre aux organisateurs et aux exploitants de stades de s'adapter là où l'arrêté introduit des dispositions non réalisables à très court terme là où elles n'existent pas encore. L'article 6 énumère ces dispositions.

La première annexe à l'arrêté royal énumère les prescriptions techniques.

Les modifications suivantes sont principalement apportées aux règles en vigueur depuis 1989.

Dans le point 1, le concept juridique d'« enceinte extérieure » est introduit pour délimiter clairement les limites du stade et pour empêcher la pénétration incontrôlée de personnes, d'objets ou de matériaux.

Dans le point 2, on détermine les prescriptions concernant l'enceinte intérieure que chaque stade de football doit comporter, pour empêcher l'intrusion des spectateurs sur le terrain de jeu. Pour les rencontres de football nationales et/ou internationales, les prescriptions spécifiques décrites dans le point 2.2.3, sont d'application. Comme il a été dit précédemment, il est possible à la demande de l'exploitant, que des dérogations à ces normes soient accordées par le Ministre pour autant que l'ordre public soit garanti.

Dans l'enceinte intérieure, il doit y avoir des sorties de secours dont le système de fermeture doit être de type container, lequel offre une garantie efficace pour la sécurité lors d'une évacuation éventuelle et offre une protection suffisante à la personne qui a l'ouverture des portes en charge, lorsque cette dernière subit une pression. Il est indispensable que cette personne reste de façon permanente à proximité des portes, pendant la rencontre. Afin de rendre possible l'application à la présente infrastructure des stades, une période transitoire d'un an est prévue.

Ensuite, dans le point 3.1, en rapport avec la circulation et l'évacuation des spectateurs au niveau des entrées et sorties, il est spécifiquement prescrit qu'une entrée réservée aux spectateurs ne peut, à un moment donné, être utilisée que comme entrée et donc pas servir simultanément de sortie.

Pour des raisons de sécurité, les sorties doivent être, en principe, toujours ouvertes; dans le cas contraire, il doit y avoir en permanence, à proximité immédiate de la sortie, un responsable de l'organisation qui doit pouvoir déverrouiller instantanément.

Au niveau des sorties, tous les obstacles, tels que changement de niveau, irrégularités du sol etc... sont à proscrire.

Dans le point 3.3 sont décrites les exigences techniques concernant la largeur des escaliers, couloirs et passages, qui, normalement, doivent être au moins d'1 m20. En dérogation à ce qui précède, les zones de circulation dans les gradins peuvent avoir une largeur minimale de 80 cm. Par le terme « gradins », il faut comprendre les galeries et escaliers intégrés, ces derniers étant les escaliers intégrés dans les rangées des tribunes, et destinés à la circulation dans ces mêmes tribunes ou pour l'évacuation immédiate de ces dernières.

Artikel 5 herneemt een bepaling van het koninklijk besluit van 18 juli 1989 die toelaat aan de Minister van Binnenlandse Zaken om een afwijking toe te staan op bepaalde normen die bepaald worden in het besluit, met uitzondering van de normen met een algemene draagwijdte, zoals het ARAB.

Zoals in het verleden is een dergelijke afwijking onderworpen aan het bestaan van garanties betreffende het nemen van veiligheidsnormen die een gelijkwaardig veiligheidsniveau verzekeren.

In het algemeen beogen de door de Minister toe te stane afwijkingen infrastructurele problemen die moeilijk op te lossen zijn zonder aan het stadion wijzigingen aan te brengen die grote reconstructiewerken met zich meebrengen. Onder bepaalde voorwaarden zal het mogelijk zijn voor bepaalde stadions of bepaalde gedeeltes van deze stadions, gedeeltelijk af te wijken van de normen betreffende de afscheiding, voor zover de veiligheid kan gegarandeerd worden door alternatieve middelen. Alvorens een dergelijke afwijking toe te staan, kan de Minister de adviezen inwinnen die hij nuttig acht, onder andere het advies van de betrokken plaatselijke autoriteiten.

Een overgangperiode is voorzien teneinde in voorkomend geval de afwijkingen die reeds bestaan op het ogenblik van het in voege treden van het ontwerp van besluit, te heronderzoeken. Daarenboven wordt voortaan voorzien dat de toegekende afwijkingen van rechtswege zullen vervallen indien de alternatieve veiligheidsvoorwaarden die geleid hebben tot hun toekenning, niet worden nageleefd. De Minister zal daarbij niet moeten overgaan tot het intrekken van de afwijking. Het vervallen van de afwijking zal een sanctie tot gevolg hebben bij toepassing van een administratieve geldboete omwille van het niet naleven van de norm van dewelke normalerwijze had kunnen afgeweken worden.

Tenslotte, aangezien de inwerkingtreding van het koninklijk besluit voorzien is voor het begin van het voetbalseizoen 1999-2000, wordt een overgangperiode voorzien teneinde aan de organisatoren en uitbaters van het stadion toe te laten zich aan te passen, daar waar het besluit voorschrijft invoert die niet op korte termijn kunnen gerealiseerd worden of welke voorheen nog niet bestonden. Artikel 6 somt deze bepalingen op.

In de eerste bijlage bij het koninklijk besluit worden de technische voorschriften opgesomd.

Hoofdzakelijk worden de volgende wijzigingen aangebracht aan de sinds 1989 bestaande regels.

In punt 1 wordt het begrip « buitenomheining » ingevoerd om de grenzen van het stadion juridisch duidelijk af te bakenen en om het ongecontroleerd binnendringen van personen of voorwerpen en materialen te beletten.

In punt 2 wordt in de voorschriften m.b.t. de binnenomheining bepaald dat ieder voetbalstadion een scheiding moet bevatten die het betreden van het speelveld door de toeschouwers belet. Voor de nationale en/of internationale voetbalwedstrijden zijn daarbij specifieke voorschriften van toepassing die worden opgesomd in punt 2.2.3. Zoals eerder gezegd kunnen op verzoek van de uitbater door de Minister afwijkingen op deze normen worden toegestaan, voor zover de openbare orde gevrijwaard blijft.

In de binnenomheining moeten nooduitgangen aanwezig zijn, waarvan het sluitingssysteem van het containertype dient te zijn, hetgeen een afdoende garantie biedt voor de veiligheid bij een eventuele evacuatie en in voorkomend geval voldoende bescherming biedt aan de persoon die belast is met de opening van de deuren, wanneer deze laatste onder druk zou staan. Het is noodzakelijk dat deze persoon gedurende de manifestatie bestendig post vat in de omgeving van deze deuren. Teneinde een aanpassing van de huidige stadioninfrastructuur mogelijk te maken, wordt hiervoor een overgangsmaatregel van 1 jaar voorzien.

Vervolgens wordt in punt 3.1, m.b.t. de circulatie en evacuatie van de toeschouwers ter hoogte van ingangen en uitgangen, uitdrukkelijk voorgeschreven dat een ingang, voorbehouden aan de toeschouwers, op eenzelfde tijdstip enkel mag gebruikt worden als ingang en dus niet tegelijkertijd als uitgang mag dienen.

Om veiligheidsredenen moeten de uitgangen principieel steeds open zijn; is dit niet het geval, dan moet er permanent een verantwoordelijke van de organisator in de onmiddellijke nabijheid van de uitgang zijn die deze ogenblikkelijk kan ontgrendelen.

Alle hindernissen ter hoogte van de uitgangen, zoals niveauveranderingen, oneffenheden in de vloer, enz... zijn volkomen uit den boze.

In punt 3.3 worden de technische vereisten omschreven m.b.t. tot de breedte van trappen, doorgangen en toegangen, die normalerwijze minstens 1,20 m dient te bedragen. In afwijking hiervan mag de minimumbreedte van de circulatiezones op de gradins 80 cm bedragen. Onder gradins dient hier te worden verstaan galerijen en geïntegreerde trappen, dit zijn de trappen geïntegreerd in de rijen van de tribunes en bestemd voor de circulatie binnen deze tribunes of voor de onmiddellijke evacuatie ervan.

La réalisation du compartimentage dont question au point 4.5 doit être telle que la vue des spectateurs sur le terrain de jeu ne soit pas empêchée.

Au point 4.5.4 il est spécifié que pour les rencontres de football nationales et internationales, une séparation infranchissable doit être placée entre les supporters rivaux. Pour les matches de deuxième division, le Ministre pourrait envisager dans certains cas, d'accorder une dérogation pour les tribunes assises, pour autant que l'ordre public le permette.

Dans le point 5.1.2, on détermine que les installations temporaires (cabines sanitaires, appareils de distribution) doivent être solidement ancrées dans le sol. Le caractère temporaire de ce type d'installation ne peut avoir aucune influence négative au niveau de la sécurité des installations permanentes, c'est à dire, constituer des obstacles dans les chemins d'évacuation.

Dans les points 5.2 et 5.3, il est prévu par compartiment du stade des échoppes et des sanitaires. Ceci doit permettre aux supporters des deux équipes de disposer d'un confort minimal, et par là éviter des frustrations génératrices de violences.

Les prescriptions du point 5.5 sont aussi nouvelles, et concernent le local de commandement. Lorsque des rencontres nationales ou internationales se déroulent dans un stade, il doit y avoir un poste de commandement; dans ce poste, prennent au moins place des représentants de la gendarmerie, de la police, des pompiers, et les responsables de sécurité des clubs concernés.

La superficie du poste de commandement variera suivant la spécificité du stade : on disposera au minimum de 3 m<sup>2</sup> par personne présente. Dans les conventions visées à l'art. 5 de la loi, cela sera précisé. A partir de ce poste, les caméras qui doivent équiper les stades seront commandées. Ces caméras doivent permettre la détection de tout incident et l'identification de fauteurs de troubles. La réglementation à propos de cet appareillage vidéo fait l'objet de l'arrêté royal concernant l'installation et le fonctionnement des caméras de surveillance dans les stades, l'établissement d'une banque de données d'images et des modalités auxquelles cette banque de données doit répondre.

L'obligation de prévoir un local de premier soins dans le stade pour les rencontres nationales et internationales, telle que décrite au point 5.7, est évidente, tenant compte du nombre de spectateurs pouvant être présents lors d'un match de football.

Les pictogrammes apportés doivent être conformes à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant le signalage de la sécurité et de la santé sur le travail. Pour éviter que les pictogrammes et les avis destinés au public soient illisibles, ce qui, pour le moment, est souvent le cas, on impose également ici des normes minimales de grandeur des lettres.

Enfin, des conditions minimales d'entretien sont imposées.

La deuxième annexe décrit une méthode d'expérimentation pour déterminer si un siège de tribune doit ou non être considéré comme inflammable.

Ceci constitue les modifications essentielles contenues dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football", a donné le 26 avril 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en des termes quasi identiques.

Het doorvoeren van de compartimentering, waarvan sprake in punt 4.5 moet zodanig gebeuren dat het zicht van de toeschouwers op het speelveld niet belemmerd wordt.

In punt 4.5.4 wordt uitdrukkelijk bepaald dat voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden een onoverschrijfbare scheiding moet worden geplaatst tussen de rivaliserende supporters. Voor de voetbalwedstrijden van tweede klasse zou de Minister kunnen overwegen desgevallend een afwijking toe te kennen voor de zittribunes, voor zover de openbare orde dit mogelijk maakt.

In punt 5.1.2 wordt bepaald dat tijdelijke installaties (bv. distributieautomaten, sanitaire cabines) stevig verankerd moeten zijn in de grond. Het tijdelijk karakter van dergelijke installaties mag immers geen nadelige invloed uitoefenen t.a.v. het veiligheidsniveau van de permanente installaties, met name door hindernissen op de evacuatiewegen te vormen.

In punt 5.2 en 5.3 wordt er per compartiment van het stadion in kraampjes en sanitaire installaties voorzien. Dit moet toelaten om de supporters van beide ploegen het minimale comfort aan te bieden en hierdoor geweld uitlokkende frustraties te voorkomen.

Nieuw zijn ook de bepalingen in punt 5.5 m.b.t. het commandolokaal. Wanneer nationale en internationale voetbalwedstrijden worden gespeeld in een stadion, moet in dit stadion een commandolokaal aanwezig zijn; in deze post nemen minstens vertegenwoordigers van rijkswacht, politie, brandweer en de veiligheidsafgevaardigde van de betrokken club plaats.

De oppervlakte van de commandopost zal variëren naargelang de specificiteit van het stadion : men dient minstens te beschikken over 3 m<sup>2</sup> per aanwezige persoon. In de overeenkomsten bedoeld in art. 5 van de wet zal dit nader gepreciseerd worden. Vanuit deze post zullen ook de camera's waarmee deze stadions moeten uitgerust zijn, bestuurd worden. Deze camera's moeten toelaten om elk incident op te sporen en identificatie van onruststokers toe te laten. De regelgeving omtrent deze videoapparatuur maakt het voorwerp uit van het koninklijk besluit betreffende de installatie en de werking van bewakingscamera's in stadions, de oprichting van een bestand der beelden en de modaliteiten waaraan dit bestand dient te voldoen.

De verplichting het stadion te voorzien van een EHBO-lokaal bij nationale en/of internationale voetbalwedstrijden, zoals voorgeschreven in punt 5.7., is evident, rekening houdende met het aantal toeschouwers die tijdens een voetbalwedstrijd aanwezig kunnen zijn.

De aangebrachte pictogrammen moeten in overeenstemming zijn met het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheid - en gezondheidssignalering op het werk. Om te vermijden dat de aangebrachte pictogrammen en berichten aan het publiek onleesbaar zouden zijn, wat momenteel dikwijls het geval is, wordt ook hier de lettergrootte aan minimumnormen onderworpen.

Tenslotte worden minimale onderhoudsvereisten opgelegd.

De tweede bijlage omschrijft een beproevingsmethode om te bepalen of een tribunestoeltje al dan niet als brandgevaarlijk moet worden beschouwd.

Dit zijn de essentiële wijzigingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft aan Uw handtekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 april 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen", heeft op 26 april 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief en in de aanhef in nagenoeg dezelfde bewoordingen

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

« Ces impératifs urgents sont motivés par la circonstance que le comportement violent dans les stades connaît une réelle recrudescence contre laquelle il convient d'intervenir immédiatement et au moyen de tous les instruments juridiques disponibles.

Considérant que les normes de sécurité qui sont adoptées dans le présent arrêté font partie d'un ensemble normatif pris en exécution de la loi. Que la sécurité juridique et la cohérence requièrent que cet ensemble normatif soit introduit dans l'ordre juridique belge de façon coordonnée, de telle sorte qu'il est indiqué que cet arrêté puisse être publié en même temps que les autres arrêtés portant exécution de la loi. Que le volet répressif est déjà en vigueur de telle sorte qu'il paraît également indiqué que les normes mêmes puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Considérant que chaque report entraîne le risque de porter préjudice à la crédibilité des règles et des sanctions.

Considérant que, de plus, une publication immédiate de ces normes est aussi nécessaire pour apporter les adaptations nécessaires à l'infrastructure existante.

Considérant de plus qu'il est important que ces normes puissent entrer en vigueur avant le début de la prochaine saison de football de telle sorte qu'elles puissent être testées au moins pendant une saison avant l'organisation de l'EURO 2000. ».

Conformément audit article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

#### Préambule

L'arrêté en projet trouve son fondement dans les articles 4 et 22, alinéa 2, 3° de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. Le deuxième alinéa du préambule sera modifié en conséquence.

#### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup>, 13° définit l'"exploitant" comme étant "toute personne qui utilise le stade à titre habituel pour y organiser des matches de football". "A défaut d'utilisateur habituel", il s'agit de "la personne qui a la capacité juridique de mettre l'infrastructure à la disposition d'un organisateur de matches de football. ».

Cette notion doit être précisée. Il est en effet plausible que plusieurs personnes utilisent un même stade "à titre habituel". La question se pose, dans cette hypothèse, de savoir qui est tenu par les obligations prévues à l'article 4.

##### Article 2

La manière dont les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article examiné sont rédigés est malheureuse en ce qu'elle prête à confusion.

En effet, le pouvoir que le Roi tient de l'article 4 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football de fixer les normes de sécurité auxquelles doivent satisfaire les stades de football ne se limite pas aux seules normes minimales. Toutes les normes de sécurité doivent être fixées par Lui.

Autre chose est d'explicitier certaines de ces normes pour les matches nationaux et internationaux de football dans les conventions visées à l'article 5 de la loi précitée.

Ceci étant, il convient, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de supprimer le mot "minimales" et, à l'alinéa 2, de remplacer les mots "doivent faire l'objet de précisions complémentaires explicites" par les mots "sont explicités".

##### Article 3

A l'article 3, 2° il y a lieu de préciser quelles sont les autorités administratives visées et en vertu de quelles dispositions légales ou réglementaires elles peuvent interdire l'accès de certains lieux au public.

Cette précision s'impose d'autant plus qu'en vertu de l'article 22 de la loi précitée celui qui "se trouve dans un lieu inaccessible au public" est susceptible d'encourir les sanctions prévues à l'article 24 de la même loi.

##### Article 4

Cette disposition impose au bourgmestre de désigner, à la demande de l'exploitant, un expert, approuvé par le Ministre de l'Intérieur, qui sera chargé de rédiger un rapport aux frais du demandeur.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition instaure, à charge de l'exploitant, une redevance qui n'est pas prévue par la loi.

gesteld.

In het onderhavige geval luidt die motivering, zoals ze is gesteld in de brief met de adviesaanvraag, als volgt :

« Ces impératifs urgents sont motivés par la circonstance que le comportement violent dans les stades connaît une réelle recrudescence contre laquelle il convient d'intervenir immédiatement et au moyen de tous les instruments juridiques disponibles.

Considérant que les normes de sécurité qui sont adoptées dans le présent arrêté font partie d'un ensemble normatif pris en exécution de la loi. Que la sécurité juridique et la cohérence requièrent que cet ensemble normatif soit introduit dans l'ordre juridique belge de façon coordonnée, de telle sorte qu'il est indiqué que cet arrêté puisse être publié en même temps que les autres arrêtés portant exécution de la loi. Que le volet répressif est déjà en vigueur de telle sorte qu'il paraît également indiqué que les normes mêmes puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Considérant que chaque report entraîne le risque de porter préjudice à la crédibilité des règles et des sanctions.

Considérant que, de plus, une publication immédiate de ces normes est aussi nécessaire pour apporter les adaptations nécessaires à l'infrastructure existante.

Considérant de plus qu'il est important que ces normes puissent entrer en vigueur avant le début de la prochaine saison de football de telle sorte qu'elles puissent être testées au moins pendant une saison avant l'organisation de l'EURO 2000. ».

Overeenkomstig het genoemde artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

#### Aanhef

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 4 en 22, tweede lid, 3° van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Het tweede lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

#### Dispositief

##### Artikel 1

In artikel 1, 13°, wordt het begrip "uitbater" omschreven als "elke persoon die gewoonlijk het stadion gebruikt om er voetbalwedstrijden te organiseren". Als er geen "gewoonlijke gebruiker" is, slaat het begrip "uitbater" op "de persoon die de juridische bevoegdheid heeft om de infrastructuur ter beschikking te stellen van een organisator van voetbalwedstrijden".

Dat begrip moet nader worden omschreven. Er zijn immers waarschijnlijk verscheidene personen die "gewoonlijk" eenzelfde stadion gebruiken. De vraag rijst dan wie de verplichtingen, vermeld in artikel 4, moet nakomen.

##### Artikel 2

Het eerste en het tweede lid van het onderzochte artikel zijn slecht gesteld, doordat ze verwarring kunnen doen ontstaan.

Immers, de bevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 4 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden om de veiligheidsnormen te bepalen waaraan voetbalstadions moeten voldoen, beperkt zich niet uitsluitend tot de minimumnormen. Alle veiligheidsnormen moeten door Hem worden bepaald.

Het is een andere zaak sommige van die normen voor nationale en internationale voetbalwedstrijden toe te lichten in de overeenkomsten bedoeld in artikel 5 van de voornoemde wet.

Aldus behoort in het eerste lid het woord "minimale" te vervallen en behoren in het tweede lid de woorden "moeten het voorwerp uitmaken van expliciete aanvullende preciseringen" te worden vervangen door de woorden "worden geëxpliciteerd".

##### Artikel 3

In artikel 3, 2° moet worden verduidelijkt welke bestuurlijke overheid wordt bedoeld en krachtens welke wets- of verordeningbepalingen ze het publiek de toegang tot sommige plaatsen kan verbieden.

Die verduidelijking is noodzakelijk, temeer omdat degene die "zich bevindt in plaatsen die voor het publiek niet toegankelijk zijn", krachtens artikel 22 van de voornoemde wet de in artikel 24 van dezelfde wet vermelde sancties kan oplopen.

##### Artikel 4

Volgens deze bepaling moet de burgemeester, op verzoek van de exploitant, een door de Minister van Binnenlandse Zaken goedgekeurde expert aanwijzen die ermee belast wordt op kosten van de aanvrager een verslag op te maken.

Zoals deze bepaling is gesteld, voert ze een retributie ten laste van de exploitant in die niet bij de wet is voorgeschreven.

L'objectif poursuivi pourrait sans doute aussi bien être atteint, sans l'instauration d'une redevance illégale, en imposant à l'exploitant, au titre de norme de sécurité, de faire procéder à une expertise de ses installations, par un expert agréé par le ministre, et de remettre ce rapport au bourgmestre, lequel serait chargé, à son tour, de le transmettre, accompagné d'un rapport du service d'incendie, au Ministre de l'Intérieur.

#### Article 5

Au paragraphe 3, au lieu de prévoir une "nullité de plein droit" des dérogations, mieux vaut prévoir, dans un souci de sécurité juridique, que l'exploitant et l'organisateur ne peuvent se prévaloir de la dérogation ministérielle que si les mesures de sécurité alternatives approuvées par la dérogation sont respectées.

#### Article 6

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> doit être omis. La règle qu'il contient fait, en effet, double emploi avec l'article 8 du projet et risque, dès lors, de créer la confusion.

2. Les alinéas 2 et 3 doivent être insérés dans l'article 8 relatif à l'entrée en vigueur de l'arrêté.

#### Article 7 (devenant l'article 6)

L'article à l'examen abroge l'arrêté royal du 17 juillet 1989 contenant les normes de protection des spectateurs contre l'incendie et la panique lors des manifestations dans les stades, à l'exception de l'article 5bis de cet arrêté qui est abrogé par le projet d'arrêté royal "relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football" à propos duquel la section de législation du Conseil d'Etat donne ce jour l'avis L. 29.175/4.

Pour des raisons de sécurité juridique, il convient que l'article à l'examen du présent projet abroge l'arrêté royal du 17 juillet 1989 dans son ensemble.

#### Annexe I

Le point 5.5.2., 5ème tiret, de l'annexe I exige que le local de commandement "comporte l'appareillage nécessaire à la monitorisation des caméras et à la réalisation des enregistrements".

Cette disposition est à mettre en relation avec l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 21 décembre 1998, précitée, qui charge le Roi de déterminer les cas et les modalités d'installation de caméras de surveillance "après avis de la commission pour la protection de la vie privée". L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la nécessité de prendre l'avis préalable de cette commission.

#### Observation finale

Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet laisse à désirer du point de vue de la correction de la langue. Il devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Aanhef

#### Vijfde lid

Zoals gebruikelijk is schrijve men "dringende noodzakelijkheid" in plaats van "hoogdringendheid".

#### Zesde lid

Gelijk in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, schrijve men "in dit besluit" in plaats van "in huidig besluit". Voorts schrijve men "een pakket van rechtsregels, vastgesteld" in plaats van "een normerend geheel genomen", alsook "gedeelte" in plaats van "luik".

#### Dispositief

#### Artikel 1

In onderdeel 3° schrijve men "afscheidings" in plaats van "scheidings".

In onderdeel 13° zou het beter zijn "exploitant" te schrijven in plaats van "uitbater", aangezien "uitbater", behoudens wanneer het om de horecasector gaat, niet algemeen als correct wordt aangezien. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Het woord "gewoonlijke", dat blijkens Van Dale, GWNT, in de vorm "gewoonlijk" alleen als bijwoord gebezigd wordt, zou vervangen moeten worden door het woord "gewone".

De nagestreefde doelstelling kan wellicht net zo goed worden bereikt zonder een onwettige retributie in te stellen, namelijk door de exploitant als veiligheidsnorm ertoe te verplichten een expertise van zijn voorzieningen te laten uitvoeren door een door de minister erkende expert en dat expertiseverslag aan de burgemeester te bezorgen die het op zijn beurt, samen met een verslag van de brandweer, aan de Minister van Binnenlandse Zaken zou moeten overzenden.

#### Artikel 5

Wat paragraaf 3 betreft, zou het beter zijn niet te bepalen dat de afwijkingen van rechtswege vervallen, maar met het oog op de rechtszekerheid te bepalen dat de exploitant en de organisator alleen dan aanspraak kunnen maken op de door de minister toegestane afwijking als de bij de afwijking goedgekeurde alternatieve veiligheidsmaatregelen worden nageleefd.

#### Artikel 6

1. Het eerste lid moet vervallen. De daarin vervatte regel overlapt immers artikel 8 van het ontwerp en kan bijgevolg verwarring scheppen.

2. Het tweede lid en het derde lid moeten worden ingevoegd in artikel 8, dat betrekking heeft op de inwerkingtreding van het besluit.

#### Artikel 7 (dat artikel 6 wordt)

Bij het onderzochte artikel wordt het koninklijk besluit van 17 juli 1989 houdende de normen betreffende de bescherming van de toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in stadions opgeheven, met uitzondering van artikel 5bis van dat besluit, dat wordt opgeheven bij het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State heden advies L. 29.175/4 heeft gegeven.

Ter wille van de rechtszekerheid behoort het koninklijk besluit van 17 juli 1989 in zijn geheel te worden opgeheven bij het onderzochte artikel van het onderhavige ontwerp.

#### Bijlage I

Volgens bijlage I, punt 5.5.2., 5e streepje, moet men in het commandolokaal "over de nodige apparatuur (beschikken) om de camera's te monitoriseren en opnames te realiseren".

Deze bepaling moet in samenhang worden gelezen met artikel 10, eerste lid 6°, van de voornoemde wet van 21 december 1998, dat de Koning ermee belast "na advies van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" te bepalen hoe en in welke gevallen bewakingscamera's worden geïnstalleerd. De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat vooraf het advies van die commissie moet worden ingewonnen.

#### Slotopmerkingen

Uit een oogpunt van correct taalgebruik zijn op verscheidene bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp aanmerkingen te maken. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden hierna enige tekstvoorstellen gedaan :

#### Aanhef

#### Vijfde lid

Zoals gebruikelijk is schrijve men "dringende noodzakelijkheid" in plaats van "hoogdringendheid".

#### Zesde lid

Gelijk in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, schrijve men "in dit besluit" in plaats van "in huidig besluit". Voorts schrijve men "een pakket van rechtsregels, vastgesteld" in plaats van "een normerend geheel genomen", alsook "gedeelte" in plaats van "luik".

#### Dispositief

#### Artikel 1

In onderdeel 3° schrijve men "afscheidings" in plaats van "scheidings".

In onderdeel 13° zou het beter zijn "exploitant" te schrijven in plaats van "uitbater", aangezien "uitbater", behoudens wanneer het om de horecasector gaat, niet algemeen als correct wordt aangezien. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Het woord "gewoonlijke", dat blijkens Van Dale, GWNT, in de vorm "gewoonlijk" alleen als bijwoord gebezigd wordt, zou vervangen moeten worden door het woord "gewone".

## Artikel 3

De als een gallicisme aangemerkte en als zodanig afgekeurde constructie "Worden beschouwd als ..." zou vervangen moeten worden door de constructie "Beschouwd worden als ..."

In onderdeel 1° schrijve men : "elke zone die door de organisator als zodanig is aangegeven in ... en die hij duidelijk zichtbaar gemaakt heeft door haar adequaat af te bakenen;"

## Artikel 4

In de inleidende zin schrijve men "overzenden" of "bezorgen", aangezien "overmaken" in casu niet correct is.

In het eerste lid, 2°, schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverd", dat in casu niet correct is.

In het tweede lid schrijve men "bijbehorende" in plaats van "bijhorende". Voorts wordt erop gewezen dat de onvoltooid toekomstige tijd niet gangbaar is in de wetgevingstechniek en vervangen behoort te worden door de onvoltooid tegenwoordige tijd. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In het derde lid schrijve men "op verzoek en op kosten van ...".

## Artikel 5

In § 1, eerste lid, schrijve men "toestaan van de normen" in plaats van "op de normen".

## Artikel 6

In het tweede lid schrijve men "eerst" of "pas" in plaats van "slechts". La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck, P. Lienardy, conseillers d'Etat;

P. Gothot, J. van Compernelle, assessseurs de la section de législation;

Mme Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Nikis, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

## 2 JUIN 1999. — Arrêté royal contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 98/34/CE du Parlement Européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, modifiée par la directive 98/34/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 juillet 1998, notamment l'article 9.7;

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment les articles 2, 3, 5, 10, 4° et 6°, et 22, 2., 3°;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil Supérieur pour la protection contre l'incendie et l'explosion élaboré en application de la loi du 30 juillet 1979, relative à la prévention des incendies et des explosions, ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans de tels cas;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le comportement violent dans les stades connaît une réelle recrudescence contre laquelle il convient d'intervenir immédiatement et au moyen de tous les instruments juridiques disponibles;

Considérant que les normes de sécurité qui sont adoptées dans le présent arrêté font partie d'un ensemble normatif pris en exécution de la loi. Que la sécurité juridique et la cohérence requièrent que cet ensemble normatif soit introduit dans l'ordre juridique belge de façon coordonnée, de telle sorte qu'il est indiqué que cet arrêté puisse être publié en même temps que les autres arrêtés portant exécution de la loi. Que le volet répressif est déjà en vigueur de telle sorte qu'il paraît également indiqué que les normes même puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible. Considérant que chaque report entraîne le risque de porter préjudice à la crédibilité des règles et des sanctions;

## Artikel 3

De als een gallicisme aangemerkte en als zodanig afgekeurde constructie "Worden beschouwd als ..." zou vervangen moeten worden door de constructie "Beschouwd worden als ..."

In onderdeel 1° schrijve men : "elke zone die door de organisator als zodanig is aangegeven in ... en die hij duidelijk zichtbaar gemaakt heeft door haar adequaat af te bakenen;"

## Artikel 4

In de inleidende zin schrijve men "overzenden" of "bezorgen", aangezien "overmaken" in casu niet correct is.

In het eerste lid, 2°, schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverd", dat in casu niet correct is.

In het tweede lid schrijve men "bijbehorende" in plaats van "bijhorende". Voorts wordt erop gewezen dat de onvoltooid toekomstige tijd niet gangbaar is in de wetgevingstechniek en vervangen behoort te worden door de onvoltooid tegenwoordige tijd. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In het derde lid schrijve men "op verzoek en op kosten van ...".

## Artikel 5

In § 1, eerste lid, schrijve men "toestaan van de normen" in plaats van "op de normen".

## Artikel 6

In het tweede lid schrijve men "eerst" of "pas" in plaats van "slechts". De kamer was samengesteld uit :

de heren ::

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck, P. Lienardy, staatsraden;

P. Gothot, J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd toegelicht door de heer C. Nikis, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse teks werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

## 2 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de richtlijn 98/34/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, gewijzigd door de richtlijn 98/48/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 1998 inzonderheid op het artikel 9.7.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 5, 10, 4° en 6° en 22, 2., 3°.

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën gegeven op 12 maart 1999.

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing, die werd opgericht met toepassing van de wet van 30 juli 1979, betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat gewelddadig gedrag in voetbalstadions een ware heropflakking kent, waartegen onmiddellijk en met alle beschikbare wettelijke instrumenten moet worden opgetreden.

Overwegende dat de veiligheidsnormen, die in dit besluit zijn opgenomen, deel uitmaken van een pakket van rechtsregels, vastgesteld ter uitvoering van de wet. Overwegende dat de juridische veiligheid en de coherentie noodzaak om dit normerend geheel op een gecoördineerde manier in de Belgische juridische orde in te voeren en het gepast voorkomt dat dit besluit samen met de andere besluiten ter uitvoering van de wet kan gepubliceerd worden. Dat het repressieve gedeelte reeds van kracht is zodat het dan ook gepast voorkomt dat de normen zelf zo vlug mogelijk van kracht worden. Overwegende dat elk uitstel het risico inhoudt de geloofwaardigheid van de maatregelen of sancties te schaden.

Considérant que, de plus, une publication immédiate de ces normes est aussi nécessaire pour apporter les adaptations nécessaires à l'infrastructure existante;

Considérant de plus qu'il est important que ces normes puissent entrer en vigueur avant le début de la prochaine saison de football de telle sorte qu'elles puissent être testées au moins pendant une saison avant l'organisation de l'EURO 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa premier, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacées par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de cet arrêté, il convient d'entendre par :

1° la "loi" : la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football;

2° "matches nationaux ou internationaux" : matches tels que visés à l'article 2, 2° et 3° de la loi;

3° "compartiments" : partie de tribune délimitée par des séparations interdisant ou limitant le passage des personnes;

4° "clôture extérieure" : obstacle physique formant la limite extérieure du stade vis à vis de son environnement;

5° "enceinte intérieure" : obstacle physique formant la limite entre l'espace de jeu et les autres installations du stade;

6° "installations pour les spectateurs" : aménagements que l'organisateur a spécifiquement destinés aux spectateurs;

7° "chemin d'évacuation" : voie de circulation d'une pente maximale de 10 % donnant accès aux escaliers, cages d'escaliers, coursives ou sorties du bâtiment;

8° "escaliers intégrés" : escaliers, intégrés dans les gradins des tribunes et servant à la circulation dans ceux-ci ou à leur évacuation directe;

9° "locaux du stade" : locaux inclus dans l'enceinte du stade et destinés à ses services, aux joueurs, aux arbitres et tous autres intervenants non spectateurs;

10° "capacité théorique du stade" : la capacité obtenue en fonction des surfaces réelles des compartiments pour les spectateurs, compte tenu des taux d'occupation admis ou le cas échéant du nombre de sièges;

11° "capacité de sécurité du stade" : capacité comme convenue avec les parties concernées dans la convention visée à l'article 5 de la loi ou imposée pour des raisons de sécurité;

12° "nouveau" : une construction est considérée comme nouvelle lorsque la demande de permis de bâtir a été introduite après l'entrée en vigueur de cet arrêté;

13° "exploitant" : toute personne qui utilise le stade à titre habituel pour y organiser des matches de football. A défaut d'utilisateur habituel, la personne qui a la capacité juridique de mettre l'infrastructure à la disposition d'un organisateur de matches de football;

14° "règlement d'ordre intérieur" : règlement dont question à l'article 10, 1° de la loi.

**Art. 2.** Tout stade utilisé pour l'organisation d'un match de football au sens de l'article 2, 1° de la loi doit satisfaire aux normes définies dans la première annexe du présent arrêté.

Les points suivants, repris à la première annexe de cet arrêté, sont explicités dans les conventions visées à l'article 5 de la loi :

1.1 en ce qui concerne la disposition des voies d'accès pour la police et les services de secours;

1.2 en ce qui concerne la situation des zones de stationnement pour la police et les services de secours;

1.4 en ce qui concerne la situation des zones de stationnement pour les médias;

1.6 en ce qui concerne le nombre de points de vente;

4.2 en ce qui concerne les zones dans lesquelles des sièges avec un dossier, par dérogation, peuvent être installés;

- 5.5.1 en ce qui concerne la surface de l'installation;

- 5.5.2 en ce qui concerne l'équipement du poste de commandement;

Overwegende dat een onmiddellijke bekendmaking van deze normen bovendien ook noodzakelijk is om de noodzakelijke aanpassingen aan de bestaande infrastructuur aan te brengen.

Overwegende dat het daarenboven van belang is dat deze normen in werking kunnen treden voor het begin van het volgend voetbalseizoen zodat deze gedurende minstens één seizoen voor de organisatie van EURO 2000 kunnen uitgetest worden.

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 26 april 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt begrepen onder :

1° de "wet" : de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

2° "Nationale en internationale wedstrijden" : wedstrijden zoals bedoeld in artikel 2, 2° en 3° van de wet;

3° "compartimenten" : onderverdeling van de tribune, begrensd door afscheidingen waardoor de doorgang van personen belet of beperkt wordt;

4° "buitenomheining" : fysieke hindernis die de buitengrens vormt van het stadion ten opzichte van zijn omgeving;

5° "binnenomheining" : fysieke hindernis die de grens vormt tussen de speelruimte en de andere installaties van het stadion;

6° "installaties voor de toeschouwers" : de inrichtingen die de organisator specifiek bestemd heeft voor de toeschouwers;

7° "evacuatiweg" : circulatieweg met een maximale helling van 10 % die toegang geeft tot de trappen, trappenhuizen, de galerijen of de uitgangen van het gebouw;

8° "geïntegreerde trappen" : trappen, geïntegreerd in de rijen (gradins) van de tribunes en bestemd voor de circulatie binnen deze tribunes of voor de onmiddellijke evacuatie ervan;

9° "lokalen van het stadion" : lokalen, gelegen binnen de omheining van het stadion en bestemd voor de diensten van het stadion, de spelers, de scheidsrechters en alle andere tussenkomende partijen die geen toeschouwers zijn;

10° "theoretische capaciteit van het stadion" : de capaciteit berekend op basis van de werkelijke oppervlakte van de compartimenten voor de toeschouwers, rekening houdende met de toegelaten bezettingsgraad of, in voorkomend geval, het aantal zitplaatsen;

11° "veiligheids capaciteit" : de capaciteit zoals overeengekomen tussen de betrokken partijen in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet of opgelegd krachtens de veiligheidsnormen;

12° "nieuw" : een constructie wordt als nieuw beschouwd wanneer de aanvraag voor de bouwvergunning werd ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit;

13° "exploitant" : elke persoon die gewoonlijk het stadion gebruikt om er voetbalwedstrijden te organiseren. Bij gebreke aan gewone gebruiker, de persoon die de juridische bevoegdheid heeft om de infrastructuur ter beschikking te stellen van een organisator van voetbalwedstrijden;

14° "reglement van inwendige orde" : reglement zoals bedoeld in artikel 10, 1° van de wet.

**Art. 2.** Elk stadion gebruikt voor de organisatie van een voetbalwedstrijd in de zin van artikel 2, 1° van de wet moet voldoen aan de normen gedefinieerd in de eerste bijlage van dit besluit.

Volgende punten opgenomen in de eerste bijlage bij dit besluit worden uitgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet :

1.1 wat betreft het aanleggen van toegangswegen voor politie- en hulpdiensten;

1.2 wat betreft de ligging van de stationeerzones voor politie- en hulpdiensten;

1.4 wat betreft de ligging van de parkeerterreinen voor de media;

1.6 wat betreft het aantal verkooppunten;

4.2. wat betreft de zones waar zijtes met een afwijkende rugleuning kunnen geïnstalleerd worden;

- 5.5.1 wat betreft de oppervlakte van de uitrusting;

- 5.5.2 wat betreft de uitrusting van de commandopost;

- 5.6 en ce qui concerne le nombre, la situation, et l'équipement des locaux pour les détentions temporaires;

- 5.7 ce qui concerne la situation, le nombre, la superficie et l'équipement des locaux de premiers soins, destinés au public;

- 11.6 ce qui concerne le nombre, la nature et la situation des extincteurs.

**Art. 3.** Sont considérés comme des lieux inaccessibles au public au sens de l'article 22, alinéa 2,3° de la loi :

1° tout espace que l'organisateur a désigné comme tel dans le règlement d'ordre intérieur et qu'il aura identifié clairement au moyen d'une signalisation adéquate;

2° chaque zone que l'autorité compétente aura désignée comme telle dans le cadre de ses missions légales ou réglementaire.

**Art. 4.** Pour les stades où sont jouées des rencontres de football nationales et/ou internationales, le bourgmestre doit transmettre, dans le courant du mois de juin de chaque année, un dossier au Ministre de l'Intérieur comprenant les éléments suivants :

1° un rapport récent et détaillé du service d'incendie territorialement compétent; ce rapport mentionne les normes qui ne sont pas respectées.

2° un rapport récent, relatif à la stabilité du stade et de ses composants et au respect des normes de résistance visées dans les annexes du présent arrêté; il revient à l'exploitant du stade de faire établir ce rapport par un expert, préalablement approuvé par le Ministre de l'Intérieur et de le transmettre en temps utile au Bourgmestre.

Outre l'expertise visuelle annuelle, une expertise plus approfondie avec tests à l'appui a lieu tous les trois ans, ou lorsque l'expertise visuelle en démontre la nécessité.

**Art. 5.** § 1er. Sans préjudice des dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail, le Ministre de l'Intérieur peut, à la requête de l'exploitant du stade, accorder des dérogations pour une durée déterminée ou indéterminée, au respect des normes fixées à la première annexe du présent arrêté.

L'exploitant doit joindre à sa demande une liste des mesures de sécurité alternatives dans la perspective d'atteindre un niveau de sécurité équivalent.

§ 2. Pour l'octroi de ces dérogations, le Ministre de l'Intérieur apprécie les mesures de sécurité alternatives proposées par le demandeur, ainsi que leur répercussion sur l'ordre public.

§ 3. Si les mesures de sécurité alternatives ne sont pas respectées, les dérogations sont nulles de plein droit.

§ 4. Toutes les dérogations accordées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont maintenues jusqu'au 31 décembre 2000.

Pour l'obtention d'une éventuelle prolongation de la dérogation après le 31 décembre 2000, l'exploitant du stade doit, avant le 31 juillet 2000, envoyer une nouvelle demande motivée suivant la procédure décrite au § 1er.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 17 juillet 1989 contenant les normes relatives à la protection des spectateurs contre l'incendie et la panique, lors des manifestations dans les installations à ciel ouvert, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 1990 et 8 septembre 1997, est abrogé à l'exception de l'article 5bis.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999.

Les points 1.5 et 2.2.5 de l'annexe ne sont toutefois applicables qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000.

Les points 4.2.2, 5.3.2, 5.5.1 et 5.7 sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

- 5.6 wat betreft het aantal, de ligging en de uitrusting van de lokalen voor voorlopige hechtenis;

- 5.7 wat betreft de ligging, het aantal, de oppervlakte en de uitrusting van de EHBO lokalen, bestemd voor het publiek;

- 11.6 wat betreft het aantal, de aard en de plaats van de blusmiddelen.

**Art. 3.** Beschouwd worden als niet voor het publiek toegankelijke plaatsen in de zin van artikel 22 tweede lid, 3° van de wet :

1° elke zone die door de organisator als zodanig is aangegeven in het reglement van inwendige orde en die hij duidelijk zichtbaar gemaakt heeft door haar adequaat af te bakenen;

2° elke zone die door de bevoegde overheid binnen het kader van haar wettelijke of reglementaire opdrachten als dusdanig werd aangeduid.

**Art. 4.** Voor de stadions waar nationale en/of internationale voetbalwedstrijden worden gespeeld moet de burgemeester in de loop van de maand juni van elk jaar een dossier aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzenden, dat volgende elementen bevat :

1° een recent en gedetailleerd verslag opgesteld door de territoriaal bevoegde brandweerdienst; dit rapport vermeldt welke normen niet zijn nageleefd.

2° een recent verslag, met betrekking tot de stabiliteit van het stadion en zijn onderdelen en met de naleving van de normen inzake weerstand bedoeld in de bijlagen bij dit besluit; de exploitant moet dit verslag laten opstellen door een door de Minister van Binnenlandse Zaken voorafgaandelijk goedgekeurd expert en te gepasten tijde aan de Burgemeester sturen.

Naast een jaarlijkse visuele expertise vindt een meer grondige expertise met bijbehorende proeven plaats om de drie jaar of wanneer de visuele expertise de noodzakelijkheid ervan aantoonde.

**Art. 5.** § 1. Onverminderd de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming, kan de Minister van Binnenlandse Zaken op verzoek van de exploitant van het stadion, afwijkingen voor bepaalde of onbepaalde duur toestaan van de normen vastgelegd in de eerste bijlage van dit besluit.

De exploitant voegt bij zijn aanvraag een lijst met alternatieve veiligheidsmaatregelen met het oog op het bereiken van een gelijkwaardig veiligheidsniveau.

§ 2. Voor het toekennen van deze afwijkingen beoordeelt de Minister van Binnenlandse Zaken de door de aanvrager voorgestelde alternatieve veiligheidsmaatregelen en de weerslag ervan op de openbare orde.

§ 3. Indien de alternatieve veiligheidsmaatregelen niet worden nageleefd, vervallen de afwijkingen van rechtswege.

§ 4. Alle afwijkingen toegestaan voor de inwerkingtreding van huidig besluit blijven behouden tot 31 december 2000.

Voor het bekomen van een eventuele verlenging van de afwijking na 31 december 2000 moet de exploitant van het stadion voor 31 juli 2000 een nieuwe gemotiveerde aanvraag indienen, overeenkomstig de procedure zoals beschreven in § 1.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 17 juli 1989 houdende de normen betreffende de bescherming van toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in openluchtinrichtingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 mei 1990 en 8 september 1997 wordt opgeheven, behoudens artikel 5bis.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

De punten 1.5 en 2.2.5 in de bijlage zijn evenwel slechts van toepassing vanaf 1 juli 2000.

De punten 4.2.2, 5.3.2, 5.5.1 en 5.7 zijn van toepassing vanaf 1 juli 2001.

**Art. 8.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 1 à l'arrêté royal contenant  
les normes relatives à la protection des spectateurs

1.1. A partir des voiries publiques et aires de stationnement pour les véhicules de secours et de maintien de l'ordre, des voies d'accès doivent permettre un accès rapide et direct aux installations pour les spectateurs, aux locaux du stade, ainsi qu'à l'espace de jeu.

Ces voies d'accès sont pourvues d'une signalisation claire et complète.

Elles doivent être aménagées en collaboration avec les services de police et d'incendie territorialement compétents.

1.2. Les aires de stationnement, réservées aux services de police et de secours sont établies, tant dans l'enceinte du stade qu'en dehors, en accord avec les services concernés.

Elles sont situées de manière à ne pas perturber les voies d'évacuation des spectateurs.

Dans l'enceinte du stade, elles sont établies à proximité des locaux prévus pour ces services et disposent d'un accès propre et dégagé en permanence vers l'extérieur.

1.3. Les espaces de parking réservés aux spectateurs sont clairement signalés.

Ils sont situés de manière à éviter tout conflit entre supporters antagonistes.

Cette signalisation permet une canalisation vers les entrées désignées, en correspondance avec les compartiments du stade

1.4. Des espaces de parking seront réservés aux média, de façon à éviter toute interférence avec les activités des services de police et de secours.

1.5. Des limites du stade vis à vis de l'extérieur sont matérialisées par une clôture conçue pour empêcher toute pénétration incontrôlée de personnes, d'objets ou de matériaux.

La disposition de cette enceinte ménage un espace de circulation entre celle-ci et les bâtiments du stade.

1.6. Si des points de vente se situent dans l'enceinte extérieure du stade, ceux-ci doivent être en nombre suffisant pour garantir un flux aisé. Ils confèrent exclusivement l'accès aux zones correspondantes.

Ils sont éloignés d'au moins 15 m des contrôles d'entrée.

La signalisation des points de vente ainsi que des contrôles d'entrée est claire et sans équivoque.

1.7. Le règlement d'ordre intérieur est affiché de façon clairement lisible à l'extérieur de l'enceinte et à proximité immédiate de chaque entrée.

Au-dessus de chaque entrée, un panneau doit annoncer que chaque personne pénétrant dans le stade doit se conformer au règlement d'ordre intérieur.

1.8. L'aménagement des points de contrôle est conçu pour canaliser les spectateurs et pour permettre le contrôle effectif des tickets ainsi que les contrôles superficiels visés à l'article 13 de la loi.

## 2. Aménagements intérieurs des stades

2.1. Les installations non accessibles aux spectateurs sont clairement signalées comme interdites au public.

Les équipements techniques sont protégés contre l'escalade et la destruction par projection d'objets.

### 2.2. Enceinte intérieure.

2.2.1. une séparation empêchant l'intrusion des spectateurs sur le terrain de jeu doit être installée.

2.2.2. Cette séparation peut être matérialisée par tout moyen, apportant des garanties de séparation efficaces.

2.2.3. Pour les matches nationaux et internationaux, les prescriptions suivantes doivent être respectées, en fonction du type de moyens utilisés :

- grillage ou écran transparent :
  - hauteur de 2.40 m, par rapport au terrain
  - résistance à la poussée à une hauteur de 1,20 m :  $H = 5kN / m$  au moins
- Tribune surélevée : 2 m 40 y compris 1 m 10 de garde-corps.
- fossé : largeur 1m50 et profondeur 2 m à partir du sol. De plus un garde-corps de 1 m 10 doit être prévu.

## Bijlage 1 bij het koninklijk besluit houdende de normen aangaande de bescherming van de toeschouwers

1.1. Vanaf het openbaar wegennet en de stationeerzones voor de voertuigen van de politie- en hulpdiensten moeten toegangswegen een snelle en rechtstreekse toegang tot de installaties voor de toeschouwers, de lokalen van het stadion en de speelruimte mogelijk maken.

Deze toegangswegen zijn voorzien van een duidelijke en volledige signalisatie.

Zij zijn aangelegd in overleg met de plaatselijk bevoegde politie- en brandweerdiensten.

1.2. De stationeerzones, gereserveerd voor de politie- en hulpdiensten, worden voorzien zowel binnen als buiten de omheining van het stadion, in overleg met de betrokken diensten.

Zij moeten zo gelegen zijn dat ze de evacuatiewegen voor de toeschouwers niet belemmeren

Binnen de omheining van het stadion moeten ze voorzien worden in de nabijheid van de lokalen bestemd voor deze diensten en beschikken ze over een eigen uitgang die steeds wordt vrijgehouden.

1.3. De parkeerterreinen bestemd voor de toeschouwers zijn duidelijk gesignaleerd.

Zij zijn zo gelegen dat elke confrontatie tussen rivaliserende supporters wordt vermeden.

De signalisatie moet een kanalisatie naar de aangeduide ingangen toelaten, in overeenstemming met de compartimenten van het stadion.

1.4. Er worden parkeerterreinen voorbehouden voor de media, op zodanige wijze dat elke interferentie met de activiteiten van de politie- en hulpdiensten wordt vermeden.

1.5. De grenzen van het stadion t.o.v. zijn omgeving worden aangegeven door een omheining die ontworpen is om elk ongecontroleerd binnendringen van personen, voorwerpen of materialen te beletten.

De omheining moet zo geplaatst worden dat er een circulatieruimte ontstaat tussen de omheining en de gebouwen van het stadion.

1.6. Indien er zich verkooppunten in de buitenomheining bevinden, moeten deze voldoende in aantal zijn om een vlotte doorstroming te garanderen. Zij verlenen uitsluitend toegang tot de overeenstemmende zones.

Ze zijn op minstens 15 m van de toegangscontroles verwijderd.

De signalisatie van de verkooppunten en de toegangscontroles moet duidelijk en ondubbelzinnig zijn.

1.7. Het reglement van inwendige orde moet, duidelijk leesbaar, aan de buitenkant van het stadion en in de onmiddellijke nabijheid van elke toegang uithangen.

Boven elke ingang zal een bord vermelden dat elke persoon die het stadion betreedt, zich verbindt tot het naleven van het reglement van inwendige orde.

1.8. De controlepunten worden zo ingericht dat men de toeschouwers kan kanaliseren, zodat een effectieve controle van de tickets en een oppervlakkige controle zoals bedoeld in artikel 13 van de wet, mogelijk worden gemaakt.

## 2. Binneninrichting van de stadions

2.1. De gebouwen waartoe de toeschouwers geen toegang hebben, moeten duidelijk als zodanig aangegeven zijn.

De technische uitrustingen worden beschermd tegen beklimming en vernieling door het werpen van voorwerpen.

### 2.2. Binnenomheining

2.2.1. Een scheiding, die het betreden van het speelveld door de toeschouwers belet, moet worden geïnstalleerd.

2.2.2. Deze scheiding kan worden gerealiseerd door elk middel dat een efficiënte scheiding garandeert.

2.2.3. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden, moeten volgende voorschriften worden gerespecteerd, in functie van de gebruikte middelen :

- draadomheining of transparant scherm :
  - hoogte van 2.40 m ten opzichte van het terrein
  - weerstand, gemeten op 1.20 m :  $H = 5kN / m$  ten minste
- Verhoogde zittribune : 2 m 40 met inbegrip van de borstwering van 1 m 10
- greppel : breedte van 1 m 50 en diepte van 2 m vanaf de grond. Daarenboven moet een borstwering van 1,10 m voorzien worden.

- obstacle en largeur qui offre une sécurité équivalente : Cet obstacle doit être préalablement approuvé par le Ministre de l'Intérieur.

2.2.4. Dans le cas de séparation par grillage ou écran transparent supérieure à 1m20, des évacuations vers le terrain sont prévues à raison d'une au moins par compartiment et de 3 par côté.

Lorsque la capacité des installations est inférieure à 2000 spectateurs par côté et pour autant que ce côté ne soit pas compartimenté, le nombre de sorties par côté peut se limiter à 2.

La largeur minimale de passage est de 2 m.

Les portes doivent atteindre le niveau du terrain et s'ouvrir vers le terrain. Les différences de niveau sont égalisées. Les contours sont identifiés au moyen d'une couleur contrastée.

Le système est toujours utilisable, même dans le cas de pression exercée sur les portes. Le mécanisme de fermeture sera du type container et permet un déblocage immédiat par une manoeuvre simple et sans danger pour l'opérateur. Un verrouillage par clé ou par chaîne n'est pas acceptable.

Les abords des portes sont dépourvus de tout obstacle. La manoeuvre d'ouverture ne peut se faire que du côté du terrain.

2.2.5. Si la clôture consiste en un autre système, il doit y avoir dans chaque tribune au moins un passage vers l'espace de jeu prévu pour les services d'ordre et de secours.

2.2.6. Ces sorties ne sont pas prises en compte dans le calcul des largeurs utiles totales des sorties du stade.

### 3. Circulation et évacuation des spectateurs

3.1. § 1er. Toutes les entrées réservées aux spectateurs ne peuvent être utilisées qu'à cette fin et ne peuvent servir simultanément de sorties.

§ 2. Dans les chemin d'évacuation des spectateurs, toutes les portes, portillons et grilles doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation ou dans les deux sens et ne peuvent réduire la largeur utile de passage; de même, en position ouverte, elles ne peuvent constituer un obstacle dans un autre passage.

Les portes coulissantes et volets sont interdits.

§ 3. Aucun point de vente ne peut créer d'obstacles dans les escaliers et les chemins d'évacuation, ni en diminuer la largeur utile.

Aucun obstacle ne peut se présenter à l'endroit des sorties.

3.2. Nombre de sorties : les tribunes ou parties de tribunes compartimentées disposent de 2 sorties distinctes au moins qui donnent accès à un chemin d'évacuation à l'extérieur ou sous la tribune.

Aucun spectateur ne peut se trouver à plus de 30 m d'une sortie.

3.3. § 1er. Dimensionnement : la largeur des escaliers, dégagements et accès est de 1,20 m au moins. La largeur utile totale des sorties et escaliers est calculée conformément à l'article 52.5.4 du RGPT et de plus en tenant compte des facteurs de réduction suivants :

- pour les tribunes existantes et les chemins d'évacuation aérés en permanence sous ces tribunes au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal : facteur de réduction 5.

- pour les nouvelles tribunes et les chemins d'évacuation aérés en permanence sous ces tribunes : facteur de réduction 3.

§ 2. Les escaliers et leurs paliers sont pourvus de chaque côté d'une main courante ou de garde-corps solides et fixés de manière sûre à une hauteur de 0,75 m. A chaque point où il existe des risques de tomber, une balustrade de minimum 1m10 de hauteur doit être prévue.

Les escaliers d'une largeur de plus de 2 m40 sont divisés par une ou plusieurs mains courantes. Les volées d'escaliers sont droites et comportent maximum 17 marches.

Les mains courantes et gardes-corps sont conçues de façon à ne pas présenter d'angles aigus, d'arrêtes ou d'aspérités.

§ 3. Le giron des marches est au moins de 25 cm; la contremarche au maximum de 20 cm.

Pour les nouvelles installations, la pente aura un angle d'inclinaison maximum de 26°30'.

- versperring in de breedte die een gelijkwaardige veiligheid biedt : deze versperring dient voorafgaandelijk door de Minister van Binnenlandse Zaken te worden goedgekeurd.

2.2.4. Indien de omheining bestaat uit een draadomheining of een transparant scherm hoger dan 1 m 20, zijn nooduitgangen naar het terrein toe verplicht. Er moet minstens één uitgang per compartiment en drie per zijde zijn.

Bij een capaciteit van de installaties van minder dan 2000 toeschouwers per zijde en voor zover deze niet gecompartmenteerd is, zijn 2 uitgangen per zijde voldoende.

De minimale doorgangsbreedte ervan moet 2 m zijn.

De deuren dienen tot op het niveau van het terrein te reiken en hebben een draairichting naar het terrein toe. Eventuele niveauverschillen worden gelijkmatig uitgewerkt. De omtrekken van deze nooduitgangen zijn in een contrasterende kleur aangeduid.

Het openingssysteem moet steeds onmiddellijk bruikbaar zijn, zelfs als druk op de deuren wordt uitgeoefend. Het sluitingsmechanisme moet van het « container » type zijn, dat onmiddellijk ontgrendeld kan worden door een eenvoudig manoeuvre zonder gevaar voor degene die het uitvoert. Vergrendeling met sleutel of ketting is niet aanvaardbaar.

De omgeving van de deuren is vrij van hindernissen. De deuren mogen slechts vanuit de terreinzijde kunnen geopend worden.

2.2.5. indien de omheining bestaat uit een ander systeem, moet in elke tribune minstens één toegang tot de speelruimte voorzien worden voor de hulp- en ordediensten.

2.2.6. Met deze uitgangen wordt geen rekening gehouden bij de berekening van de totale nuttige breedte van de uitgangen van het stadion.

### 3. Circulatie en evacuatie van de toeschouwers

3.1. § 1. Alle aan de toeschouwers voorbehouden ingangen mogen enkel hiervoor worden gebruikt en mogen niet tegelijkertijd als uitgang dienen.

§ 2. Deuren, poorten en hekken, welke zich in de evacuatieliegende bevinden, draaien in de vluchtrichting of in beide richtingen zonder de nuttige breedte ervan te verminderen; in open stand mogen ze geen hindernis vormen voor een andere doorgang.

Schuifdeuren en luiken zijn verboden.

§ 3. Geen enkel verkooppunt mag de doorgang belemmeren in de trappen en evacuatieliegende, noch de nuttige breedte ervan verminderen.

Op de plaats van de uitgangen mag zich geen enkele hindernis bevinden.

3.2. aantal uitgangen : tribunes en tribunegedeelten met compartimenten moeten minstens over 2 afzonderlijke uitgangen beschikken die toegang geven tot een evacuatieliegende buiten of onder de tribune.

Geen enkele toeschouwer mag zich bevinden op meer dan 30 m van een uitgang.

3.3. § 1. Dimensionering : de breedte van trappen, doorgangen en toegangen bedraagt minstens 1,20 m. De totale nuttige breedte van de uitgangen en de trappen dient berekend conform de bepalingen van artikel 52.5.4 van het A.R.A.B.; bovendien dient rekening gehouden met de volgende reductiefactoren :

- voor de bestaande tribunes en de bestendig verluchte evacuatieliegende onder deze tribunes op het moment van de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit : reductiefactor 5.

- voor de nieuwe tribunes en de bestendig verluchte evacuatieliegende onder deze tribunes : reductiefactor 3.

§ 2. de trappen en hun overlopen moeten langs beide zijden voorzien zijn van een veilig aangehechte leuning of handgreep op een minimumhoogte van 0,75 m. Op elk punt waar er risico tot vallen bestaat, moet een leuning voorzien zijn van min. 1.10 m hoogte.

De trappen breder dan 2,40 m moeten door één of meerdere handgrepen in verscheidene delen gescheiden worden. De traparmen moeten recht zijn en maximum 17 treden tellen.

De leuning en handgrepen moeten op een dergelijke manier ontworpen zijn dat zij geen scherpe hoeken, kanten of uitsteeksel vertonen.

§ 3. De aantrede van de treden moet minstens 25 cm bedragen; de optrede maximaal 20cm.

Voor de nieuwe installaties mag de hellingshoek maximaal 26°30' bedragen.

§ 4. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, pour les constructions existantes, la largeur minimum de la zone de circulation dans les gradins (coursives et escaliers intégrés) peut être de 80 cm au lieu de 1m20. Des mains courantes ou garde-corps ne sont pas exigés latéralement.

§ 5. Ne peuvent être prises en considération pour le calcul de la largeur utile totale des évacuations que les sorties d'une largeur de 1,20 m. Les sorties dans l'enceinte intérieure ne sont pas retenues pour le calcul.

Si la norme d'évacuation prescrite ne peut être respectée, la capacité des spectateurs sera limitée pour l'élément concerné.

Si plusieurs sorties débouchent sur une seule allée, celle-ci a la même largeur que la somme minimale des normes d'évacuation prescrites par sortie qui y débouche.

En cas de réduction de largeur des voies d'évacuation, entre escaliers et circulation horizontale, la transition doit se faire sur une distance suffisante pour empêcher tout engorgement.

#### 4. Tribunes et gradins

4.1. La capacité théorique du stade ou d'un de ses éléments est déterminée en additionnant le nombre de personnes admissibles dans les différentes parties de l'installation accessible au public. Le nombre de personnes admissible est déterminé par, d'une part :

- Le nombre de personnes assises sur les sièges;
- le nombre de personnes assises sur des bancs à raison d'une personne par 0,50 m;
- le nombre de personnes stationnant aux places debout dans les tribunes, à raison de 47 personnes par 10 m<sup>2</sup>;
- le nombre de personnes stationnant aux places debout sur le même plan horizontal à raison de 2 personnes par mètre linéaire et avec un maximum de 2 rangées.

D'autre part, la capacité des évacuations est calculée selon les règles reprises au point 3 de la présente annexe.

Le critère le plus sévère des 2 précités est déterminant.

#### 4.2. Tribunes assises :

4.2.1. Le nombre maximum de places assises par rangée est de 40 entre 2 allées ou de 20 s'il n'y a qu'une allée sur un seul côté.

4.2.2. Tous les sièges doivent être sans dossier ou avec un dossier très bas (= maximum 15 cm mesurés à partir du béton), à l'exception des zones qui ont été déterminées dans la convention visée à l'article 5 de la loi. En ce qui concerne la réaction au feu, ils doivent satisfaire à la méthode d'expérimentation décrite à l'annexe 2 du présent arrêté. Au moins trois points d'ancrage doivent être prévus.

4.2.3. L'utilisation de sièges ou de bancs amovibles n'est pas autorisée.

4.2.4 La distance entre 2 rangées assises s'élève à 70 cm au moins dont 30 cm de distance minimale entre les assises des sièges.

#### 4.3. Tribunes debout :

4.3.1 Les mouvements des spectateurs vers l'avant sont empêchés par un nombre approprié d'accoudoirs suffisamment solides. Une longueur courante minimale de 2 m est requise et l'espace entre eux est de minimum 0,8 m et maximum 1,80 m. La hauteur de l'accoudoir au dessus de la marche immédiatement derrière, est au minimum de 1 m et au maximum de 1,20m. Les accoudoirs doivent pouvoir résister à une poussée horizontale dépendante de la pente de la tribune et de la distance horizontale entre les accoudoirs, selon les exigences du tableau suivant :

Pente de la tribune	Distance horizontale entre les accoudoirs				
	5.0m	4.0m	3.3m	3.0m	2.0m
5°	5.0m	4.0m	3.3m	3.0m	2.0m
10°	4.3m	3.4m	2.9m	2.6m	1.7m
15°	3.8m	3.0m	2.6m	2.3m	1.5m
20°	3.4m	2.7m	2.3m	2.0m	1.3m
25°	3.1m	2.5m	2.1m	1.8m	1.2m
Poussée horizontale	5.0 kN/m	4.0 kN/m	3.4 kN/m	3.0 kN/m	2.0 kN/m

§ 4. In afwijking van § 1 kan voor de bestaande constructies de minimumbreedte van de circulatiezone op de gradins (galerijen en geïntegreerde trappen) 80 cm bedragen i.p.v. 1,20m. Zijdelings zijn geen borstweringen of leuningen vereist.

§ 5. Bij de berekening van de totale nuttige breedte van de evacuatiewegen mag enkel rekening worden gehouden met de uitgangen van 1,20 m breed. De uitgangen in de binnenomheining moeten buiten beschouwing worden gelaten bij de berekening.

Indien de voorgeschreven evacuatiernorm niet bereikt kan worden, dient de toeschouwerscapaciteit beperkt te worden voor het betrokken deel.

Indien verscheidene uitgangen op één enkel gangpad uitgeven, moet dit laatste even breed zijn als de minimale som van de evacuatiernormen, voorgeschreven per uitgang die erop uitgaat.

Indien de evacuatiewegen versmallen, tussen trappen en horizontale circulatiezones, moet de overgang over een voldoende afstand gebeuren om opstoppingen te voorkomen.

#### 4. Tribunes en rijen (gradins)

4.1. De theoretische capaciteit van het stadion of van zijn elementen wordt afgeleid door de som te maken van het aantal toegelaten personen in de verschillende gedeelten van de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn. Het aantal toegelaten personen wordt bepaald door :

- het aantal personen op de zitplaatsen;
- het aantal personen op de zitbanken naar rata van 1 persoon per 0,50 m;
- het aantal personen op de staantribunes naar rata van 47 personen per 10 m<sup>2</sup>;
- het aantal personen op de staanplaatsen op hetzelfde horizontaal niveau naar rata van 2 personen per lopende meter met een maximum van 2 rijen.

De capaciteit van de evacuatiewegen wordt anderzijds berekend volgens de regels opgenomen in punt 3 van deze bijlage.

Het strengste van de 2 voorgaande is bepalend.

#### 4.2. Zittribunes :

4.2.1. Het aantal zitplaatsen op één rij mag maximaal 40 bedragen tussen 2 doorgangen, of 20 wanneer er slechts aan één zijde doorgang is.

4.2.2 Alle zitjes moeten zonder of met zeer lage (= maximaal 15 cm gemeten vanop het beton) rugleuning zijn, met uitzondering van de zones die aldus worden bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet. Zij moeten wat betreft de reactie bij brand voldoen aan de beproevingsmethode beschreven in bijlage 2 van dit besluit. Er moeten minimum drie verankeringspunten worden voorzien.

4.2.3. Het gebruik van losse stoelen of banken is niet toegelaten.

4.2.4. De afstand tussen 2 rijen zitjes moet minstens 70 cm bedragen, minstens 30 cm daarvan moeten zich bevinden tussen de zitjes.

#### 4.3. Staantribunes :

4.3.1 De toeschouwersbewegingen naar voren worden verhinderd door een voldoende aantal en voldoende stevige drangleuning. Een minimale doorlopende lengte van 2 m is vereist en de openingen ertussen moeten minstens 0,80 m en max. 1,80 m zijn. De hoogte van de drangleuning boven de neus van de trap die zich onmiddellijk achter de leuning bevindt, moet minimaal 1 m en maximaal 1,20 m bedragen. De drangleuning moeten weerstaan aan een horizontale kracht die afhankelijk is van de helling van de tribune en de horizontale afstand tussen de drangleuning, volgens de volgende tabel :

helling van de tribune	Horizontale afstand tussen de drangleuning				
	5.0m	4.0m	3.3m	3.0m	2.0m
5°	5.0m	4.0m	3.3m	3.0m	2.0m
10°	4.3m	3.4m	2.9m	2.6m	1.7m
15°	3.8m	3.0m	2.6m	2.3m	1.5m
20°	3.4m	2.7m	2.3m	2.0m	1.3m
25°	3.1m	2.5m	2.1m	1.8m	1.2m
Horizontale kracht	5.0 kN/m	4.0 kN/m	3.4 kN/m	3.0 kN/m	2.0 kN/m

4.3.2 Si les accoudoirs existants déjà dans les tribunes ne peuvent résister à la force mentionnée dans le tableau ci-dessus, on doit diminuer le nombre maximal de spectateurs dans la tribune debout visée, en proportion avec la résistance des accoudoirs :

Nombre max. de spectateurs = capacité max

$$(\text{art 1 § 2}) \times \frac{\text{résistance existante}}{\text{force nécessaire}}$$

4.3.3. Dans les nouvelles constructions, les gradins debout doivent avoir une profondeur comprise entre 35 et 40 cm et la hauteur des contre-marches est de 15 à 20 cm. Cette hauteur pourra être portée à 25 cm pour les rangées supérieures.

4.4. Résistance au feu : - Pour les constructions existantes, aucune résistance spécifique au feu n'est exigée pour les tribunes sous lesquelles ne se trouve aucun local. Aucun matériel combustible ne peut se trouver sous de telles tribunes.

- Pour les nouvelles constructions ou si des locaux ou des entrepôts se trouvent sous les tribunes existantes, une séparation avec des éléments de construction avec un rf 1h doit être prévue.

#### 4.5. Compartimentage :

4.5.1. Pour les matches de football nationaux et internationaux, il y a lieu de réaliser un compartimentage qui limite le nombre de spectateurs présents à maximum 3000 par compartiment. Ces compartiments sont identifiés par des références déterminées.

4.5.2. Pour les matches de football nationaux et internationaux, chaque compartiment doit comporter des installations sanitaires, ainsi que des possibilités de rafraîchissement. Si des installations communes à 2 compartiments sont prévues, ces 2 compartiments doivent être accessibles uniquement aux supporters d'une même équipe.

4.5.3. La conception des séparations doit résister à une charge possible suivant NBN B 03-103.

4.5.4 Pour les matches de football nationaux et internationaux, une séparation infranchissable entre supporters rivaux doit être installée.

### 5. Locaux annexes

#### 5.1. Généralités :

5.1.1. Les installations et équipements suivants doivent être situés dans des locaux séparés :

- chaufferies et leurs dépendances
- compteurs et/ou installations de gaz
- transformateurs
- lieux de dépôts des matériaux combustibles et inflammables
- cuisines et leurs dépendances

Ces locaux doivent être séparés des autres locaux, des emplacements des spectateurs et des chemins de passage et d'évacuation, par des murs avec Rf 1h, et des portes à fermeture automatique Rf 1/2 h.

5.1.2. Les locaux temporaires doivent être solidement arrimés au sol.

#### 5.2. Echoppes :

5.2.1 Les points de vente sont interdits sur les tribunes, côté gradins.

Sous les tribunes, les points de vente sans source de chaleur sont autorisés. Les points de vente avec source de chaleur ne sont autorisés sous les tribunes que s'ils sont séparés avec des éléments de construction avec rf 1h et des portes automatiques avec une rf 1/2h.

5.2.2. Les points de vente mobiles avec source de chaleur ou avec un véhicule à moteur doivent se trouver en plein air et à 8 m au moins des tribunes et autres installations du stade.

#### 5.3. Sanitaires :

5.3.1. Pour les matches nationaux et internationaux de football, des installations sanitaires pour hommes et dames doivent être prévues pour chaque compartiment du stade. Elles doivent être clairement signalées et facilement accessibles.

5.3.2. Pour 1000 spectateurs, on doit prévoir :

Hommes : - 2 WC                      femmes : - 3 WC  
               - 6 urinoirs                      - 1 lavabo  
               - 1 lavabo

Les installations doivent être simples et robustes, d'entretien facile et ne comporter aucun élément facilement démontable.

#### 5.4. Cantines, buffets et loges :

- Pour les stades où sont joués des matches de football nationaux et/ou internationaux, les nouvelles cantines ou cafétarias ne peuvent avoir de vue directe sur le terrain de jeu sauf s'il s'agit de loges ou salons privés.

4.3.2 Indien de bestaande drangleuningen in bestaande installaties niet kunnen weerstaan aan de kracht vereist in bovenstaande tabel dient het maximum aantal toegelaten toeschouwers in de betrokken staantribune beperkt te worden in evenredigheid met de bestaande weerstand van de drangleuningen :

Max. aantal toeschouwers = max. capaciteit

$$(\text{art 1 § 2}) \times \frac{\text{bestaande weerstand}}{\text{vereiste kracht}}$$

4.3.3. Voor de nieuwe installaties moeten de gradins met staanplaat- sen een diepte hebben tussen 35 en 40 cm en de hoogte van de optreden moet tussen 15 en 20 cm zijn. Deze hoogte kan men optrekken tot 25 cm voor de bovenste rijen.

4.4. Brandweerstand : - Voor bestaande constructies is geen specifieke brandweerstand vereist voor tribunes waaronder zich geen lokalen bevinden. Onder dergelijke tribunes mogen zich geen brandbare materialen bevinden.

- Voor nieuwe constructies of indien lokalen of bergplaatsen zich onder de bestaande tribunes bevinden, moet een afscheiding voorzien worden met bouwelementen met een rf 1h.

#### 4.5. Compartimentering :

4.5.1. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moet er een compartimentering worden doorgevoerd die het aantal aanwezige toeschouwers beperkt tot maximum 3000 per compartiment. De compartimenten moeten met een bepaalde referentie aangeduid worden.

4.5.2. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moet elk compartiment over sanitaire installaties en mogelijkheden tot opruimen beschikken. Indien gemeenschappelijke installaties worden voorzien voor 2 compartimenten, mag het slechts gaan om compartimenten die enkel toegankelijk zijn voor de supporters van éénzelfde ploeg.

4.5.3. Het ontwerp van de scheidingen moet weerstaan aan een mogelijke belasting volgens NBN B 03-103.

4.5.4. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moet een onoverschrijdbare scheiding geplaatst worden tussen de rivaliserende supporters.

### 5. Aangrenzende lokalen

#### 5.1. Algemeen :

5.1.1. Volgende installaties en uitrustingen moeten in aparte lokalen worden ingericht :

- stookplaatsen en hun aanhorigheden
- gastellers en / of gasreducerinrichtingen
- transformatieposten
- opslagplaatsen voor brandbare en ontvlambare materialen
- keukens en hun aanhorigheden

Deze lokalen moeten afgescheiden worden van de overige lokalen, van de toeschouwersplaatsen en van de doorgangen of evacuatiewegen, door middel van wanden met Rf 1h, en zelfsluitende deuren Rf 1/2h.

5.1.2. Tijdelijke installaties moeten stevig verankerd zijn in de grond.

#### 5.2. Kraampjes :

5.2.1. De verkooppunten zijn verboden op de tribunes, zijde gradins.

Onder de tribunes zijn verkooppunten zonder warmtebron toegelaten. Verkooppunten met warmtebron zijn onder tribunes enkel toegelaten indien zij afgescheiden worden met bouwelementen met Rf 1h en zelfsluitende deuren met een Rf 1/2h.

5.2.2. De verplaatsbare verkooppunten met warmtebron of met motorvoertuig moeten zich in openlucht en op minstens 8 meter van de tribunes en andere installaties van het stadion bevinden.

#### 5.3. Sanitaire installaties :

5.3.1. Voor elk compartiment van het stadion waar nationale en internationale voetbalwedstrijden worden gespeeld, moeten sanitaire installaties voor dames en heren worden voorzien; deze moeten makkelijk toegankelijk en duidelijk aangeduid zijn.

5.3.2. Per 1000 toeschouwers moet men voorzien :

Heren : - 2 WC                      dames : - 3 WC  
               - 6 urinoirs                      - 1 lavabo  
               - 1 lavabo

De installaties moeten eenvoudig, stevig en makkelijk te onderhouden zijn, en mogen geen enkel makkelijk te demonteren element bevatten.

#### 5.4. Kantines, Buffetten en loges :

- Voor de stadions waar nationale en/ of internationale voetbalwedstrijden worden gespeeld mogen de nieuwe kantines of cafetaria's geen rechtstreeks zicht bieden op het speelveld, behalve wanneer het om loges of privé-salons gaat.

- Pour les nouvelles constructions, les loges ou salons privés sont disposés de manière telle que les spectateurs des tribunes n'aient aucune vue directe à l'intérieur de ceux-ci.

#### 5.5. Local de commandement :

5.5.1. Pour les matches de football nationaux et internationaux, les stades doivent disposer d'un local de commandement.

La surface de ce local comporte un espace de minimum 3 m<sup>2</sup> par personne devant se trouver dans ce local pendant le match de football, conformément à la convention visée à l'article 5 de la loi.

#### 5.5.2. Ce local doit répondre aux exigences suivantes :

- l'espace offre de bonnes conditions de chauffage et de ventilation;
- les lignes téléphoniques nécessaires sont présentes;
- l'accès et l'évacuation sont garantis;
- le local permet l'observation des spectateurs. Il doit pouvoir être fermé et résister aux agressions extérieures. Les vitres sont incassables;

- Le local comporte l'appareillage nécessaire à la monitorisation des caméras et à la réalisation des enregistrements.

Un accès direct et prioritaire aux installations de diffusion sonore et au tableau marquoir est prévu pour pouvoir diffuser des avis et directives aux spectateurs. Des communications radio entre les services de police, le personnel du stade, les organisateurs et le délégué à la sécurité doivent être possibles.

L'aménagement ainsi que les moyens de communication à prévoir seront concrétisés dans la convention visée à l'article 5 de la loi.

#### 5.6 Local pour arrestation provisoire :

5.6.1. Si on utilise des locaux pour des arrestations provisoires, le principe de la séparation des supporters rivaux doit être appliqué.

L'utilisation temporaire de locaux non-spécifiques est admise.

#### 5.7. Local de premiers soins :

5.7.1. Pour les matches de football nationaux et internationaux, les stades doivent au moins disposer d'un local de premiers soins indépendant du local destiné aux joueurs.

Ce local doit être clairement signalé.

Le local doit être accessible aux handicapés et en dehors des voies d'évacuation du public.

5.7.2. La superficie est déterminée par rapport à la capacité de sécurité du stade.

5.7.3. Le local de premiers soins doit au minimum respecter les prescriptions suivantes :

- Présence de lignes téléphoniques, d'eau et d'électricité;
- être de plein pied;
- une entrée suffisamment large pour permettre le brancardage, et distincte de la sortie;
- une aire de stationnement pour les véhicules de secours proche pour évacuation rapide;
- un éclairage suffisant.

#### 5.8 Installations pour les médias :

Les installations à l'usage des médias ne peuvent en aucun cas déroger aux conditions de sécurité des installations générales et sont elle-mêmes conformes aux normes et réglementations s'y appliquant. Elles ne peuvent en aucun cas constituer une entrave pour les actions des services de sécurité, ou les forces de l'ordre.

#### 5.9. Cuisines :

Les cuisines collectives sont séparées des autres parties du bâtiment par des parois Rf 1 h et des portes Rf 1/2 h à fermeture automatique.

#### 5.10 Chaufferies :

Les chaufferies ne sont utilisées que pour cette fonction. Elles sont pourvues d'une aération suffisante. Les cheminées et conduits de fumée sont construits avec des matériaux non combustibles et sont convenablement entretenus.

#### 5.11. Equipements techniques :

L'exploitant veille à ce que l'équipement technique soit maintenu en bon état. Sans préjudice des contrôles réglementaires imposés, le matériel de lutte contre l'incendie, d'alerte et d'alarme, les cheminées et les conduites de fumée, ainsi que les conduites d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs de cuisine, les installations électriques, de gaz, et les installations de chauffage doivent être contrôlées au moins une fois par an. Les dates des contrôles et les attestations faites au cours de ces contrôles sont inscrites dans un carnet tenu à la disposition du bourgmestre.

- Voor de nieuwe constructies moeten de loges of privé-salons zo worden ingericht dat de toeschouwers op de tribunes er niet rechtstreeks kunnen binnenkijken.

#### 5.5. Commandolokaal :

5.5.1. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moeten de stadions beschikken over een commandolokaal.

De oppervlakte van dit lokaal bedraagt minimaal 3 m<sup>2</sup> per persoon die zich tijdens de voetbalwedstrijd in dit lokaal moet bevinden, zoals bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet.

#### 5.5.2. Dit lokaal moet beantwoorden aan volgende vereisten :

- het lokaal moet over voldoende verwarmings- en ventilatiemogelijkheden beschikken;
- de nodige telefoonlijnen moeten aanwezig zijn;
- de toegang en de evacuatie zijn gegarandeerd;
- het lokaal moet de observatie van de toeschouwers mogelijk maken. Het moet afgesloten kunnen worden en bestand zijn tegen agressie van buitenaf. De ruiten moeten onbreekbaar zijn;
- het lokaal beschikt over de nodige apparatuur om de camera's te monitoriseren en opnames te realiseren.

Er dient een prioritaire en rechtstreekse toegang tot de omroepinstallaties en het scorebord voorzien te worden, om berichten en richtlijnen aan de toeschouwers te kunnen verspreiden. Radiocommunicatie tussen de politiediensten, het personeel van het stadion, de organisatoren en de veiligheidsafgevaardigde moet mogelijk zijn.

De inrichting en de voorziene communicatiemiddelen zullen worden vastgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 5 van de wet.

#### 5.6 Lokaal voor voorlopige hechtenis :

5.6.1. Indien men gebruik maakt van lokalen voor voorlopige hechtenis, moet hier ook het principe van de scheiding van rivaliserende supporters toegepast worden.

Het tijdelijk gebruik van niet-specifieke lokalen wordt toegelaten.

#### 5.7. E.H.B.O.-lokaal :

5.7.1. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moeten de stadions minstens beschikken over een E.H.B.O.-lokaal, afzonderlijk van het lokaal bestemd voor de spelers.

Dit lokaal moet duidelijk aangewezen zijn.

Het lokaal moet toegankelijk zijn voor gehandicapten en zich bevinden buiten de evacuatiewegen voor het publiek.

5.7.2. De oppervlakte wordt bepaald in verhouding tot de veiligheidscapaciteit van het publiek.

5.7.3. De E.H.B.O.-lokalen bestemd voor het publiek moeten minstens beantwoorden aan volgende vereisten :

- aanwezigheid van telefoonlijnen, water en elektriciteit;
- zich op het gelijkvloers bevinden;
- voldoende brede ingang om vervoer per brancard toe te laten en onderscheiden van de uitgang;
- voor een snelle evacuatie : stationeerzone in de buurt voor de ambulances;
- op voldoende wijze verlicht zijn.

#### 5.8. Installaties voor de media :

De installaties bestemd voor gebruik door de media mogen in geen enkel geval afwijken van de veiligheidsvoorwaarden die voor de algemene installaties gelden. Ze mogen in geen geval een belemmering vormen voor de acties van de veiligheids- en de ordediensten.

#### 5.9. Collectieve keukens :

Collectieve keukens moeten van de andere delen van het gebouw worden gescheiden d.m.v. wanden met Rf 1 h. en door zelfsluitende deuren met Rf 1/2h.

#### 5.10. Stookplaatsen :

De stookplaatsen mogen enkel voor dit doel gebruikt worden. Ze moeten voorzien zijn van een voldoende verluchting. De schoorstenen en rookkanalen moeten geconstrueerd zijn met niet-brandbare materialen en moeten behoorlijk onderhouden zijn.

#### 5.11. Technische uitrustingen :

De exploitant dient erop toe te zien dat de technische apparatuur steeds in goede staat verkeert. Onverminderd de voorgeschreven reglementaire controles moet het materiaal bestemd voor brandbestrijding, waarschuwing en alarm, de schoorstenen en de rookkanalen, de afzuigkanalen voor verbrandingsgassen en keukendampen, de elektrische installaties, de gas- en de verwarmingsinstallaties minstens éénmaal per jaar gecontroleerd worden. De data van deze controles en de vaststellingen die in de loop van deze controles worden gedaan, worden ingeschreven in een notitieboekje dat ter beschikking wordt gehouden van de burgemeester.

## 6. Signalisation

6.1. A des emplacements stratégiquement choisis, à l'extérieur et à l'intérieur du stade seront apposés de manière claire, des plans, compréhensibles quelle que soit la langue des spectateurs, mentionnant les abords, les parkings, et les diverses subdivisions du stade.

6.2. Dans le stade seront apposés les indications et pictogrammes nécessaires en vue de guider les spectateurs.

6.3. Les différentes parties d'installation du stade ainsi que les compartiments sont identifiés par des noms ou des références déterminées. Le fléchage vers ces installations se fait au moyen de ces noms ou références.

6.4. La hauteur des pictogrammes, lettres et chiffres est calculée suivant la formule :

$$H = \frac{L}{200}$$

où H est la hauteur du signe et L la plus grande distance d'où le dessin doit pouvoir être lu.

H ne peut en aucun cas être inférieure à

- 0,2 m pour des dessins isolés;
- 0,1 m pour des mots;
- 0,005 m pour les mots dans le texte du règlement dont question au point 1.7, premier alinéa;
- 0,05 m pour les mots dans le texte dont question au point 1.7, deuxième alinéa.

6.5. La signalisation doit être en parfaite concordance avec les indications portées sur les titres d'accès.

## 7. Messages au public

7.1. Pour les matches de football nationaux et internationaux, une installation de diffusion sonore est installée de façon à diffuser des messages clairement audibles, même en présence d'un public bruyant, y compris aux abords immédiats des entrées et sorties, avec la possibilité d'une diffusion par zone.

## 8. Installations électriques

8.1. Sans préjudice des dispositions du Règlement général sur les installations électriques, les équipements électriques sont conformes aux prescriptions, normes et règles en vigueur. Leur conformité fait l'objet d'une attestation délivrée par un organisme agréé. Les dates et les contrôles des attestations sont inscrites dans un carnet tenu à la disposition du service d'incendie local.

8.2. Un éclairage artificiel est installé dans les parties accessibles au public, où l'éclairage est insuffisant pour assurer la circulation normale et l'évacuation. Lorsque des manifestations ont lieu le soir, un éclairage suffisant est installé dans et autour de l'installation, dans les tribunes, ainsi que dans les escaliers, allées et chemins d'évacuation. L'éclairage doit être suffisant pour permettre l'identification des occupants à n'importe quel endroit.

8.3. Dans toutes les parties pourvues d'un éclairage artificiel, un éclairage de sécurité est installé. Dès que l'alimentation électrique habituelle de l'éclairage artificiel et des équipements électriques de sécurité fait défaut, une source auxiliaire, d'une autonomie d'une heure au moins, est mise en oeuvre automatiquement et immédiatement.

8.4. Les réseaux électriques d'alerte et d'alarme doivent être distincts.

## 9. Installations au gaz

9.1. Les dépôts et réservoirs fixes non réfrigérés de gaz propane et butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges, les installations alimentées par des gaz combustibles sont conformes aux prescriptions, normes et règles en vigueur. Leur conformité fait l'objet d'attestation délivrée par un organisme agréé. La date de contrôle et les attestations sont inscrites dans un carnet tenu à la disposition du Service d'incendie local. Une attention particulière est portée à l'arrivée d'air frais et à l'évacuation des gaz de combustion.

9.2. La présence ou l'utilisation de récipients mobiles de gaz et de pétrole est interdite en dessous des tribunes et à proximité de celles-ci. Les récipients mobiles de gaz sont entreposés à des endroits spécialement destinés à cet usage.

9.3. La capacité totale des récipients de gaz est limitée à 100 l par point de vente. La tuyauterie est métallique et tout l'appareillage est maintenu en bon état. L'étanchéité de l'installation est vérifiée annuellement.

## 6. Signalisatie

6.1. Op goed gekozen strategische plaatsen, binnen en buiten het stadion, moeten op duidelijke wijze plannen, verstaanbaar ongeacht de taal van de toeschouwer, worden aangebracht, die de onmiddellijke omgeving, de parkings en de diverse onderverdelingen van het stadion weergeven.

6.2. In het stadion dienen de nodige aanduidingen en pictogrammen te worden aangebracht om de toeschouwers te leiden.

6.3. De verschillende installatiedelen en compartimenten van het stadion worden aangeduid met namen of bepaalde referenties. De bewegwijzering naar deze installatiedelen gebeurt d.m.v. deze namen of referenties.

6.4. De grootte van de pictogrammen, letters en cijfers wordt berekend overeenkomstig volgende formule :

$$H = \frac{L}{200}$$

waarbij H de hoogte van het teken is en L de grootste afstand vanwaar het teken moet kunnen gelezen worden

H mag in geen geval kleiner zijn dan

- 0,2 m voor geïsoleerde tekens;
- 0,1m voor woorden;
- 0,005 m voor de woorden in de tekst van het reglement waarvan sprake in punt 1.7, eerste lid;
- 0,05 m voor de woorden in de tekst waarvan sprake in punt 1.7, tweede lid.

6.5. De signalisatie moet in perfecte overeenstemming zijn met de aanduidingen gegeven op het toegangsbewijs.

## 7. Berichten bestemd voor het publiek

7.1. Voor de nationale en internationale voetbalwedstrijden moet er een geluidsinstallatie worden geïnstalleerd, die de berichten overall duidelijk hoorbaar kan verspreiden, zelfs wanneer het publiek bijzonder luidruchtig is, met inbegrip van de onmiddellijke omgeving van de in-en uitgangen en met de mogelijkheid per zone om te roepen.

## 8. Electriche installaties

8.1. Onverminderd de voorschriften van het Algemeen Reglement voor Elektrische Installaties, moeten de elektrische uitrustingen en installaties voldoen aan de geldende voorschriften, normen en regels. De gelijkvormigheid dient het voorwerp uit te maken van een keuringsattest afgeleverd door een erkend organisme. De data en de controles van deze attesten worden ingeschreven in een notitieboekje dat ter beschikking wordt gehouden van de plaatselijke brandweerdiensten.

8.2. Een kunstmatige verlichting moet aangebracht worden in de gedeelten toegankelijk voor het publiek waar de natuurlijke verlichting onvoldoende is voor normale doorgang en voor evacuatie. Indien avondmanifestaties plaatshebben, dient er voldoende verlichting in en rond het stadion, in de tribunes, alsook in de trappen, doorgangen en evacuatiewegen aanwezig te zijn. De verlichting moet voldoende zijn om de identificatie van de aanwezigen, op eender welke plaats, mogelijk te maken.

8.3. Een veiligheidsverlichting moet aangebracht worden in alle gedeelten voorzien van een kunstmatige verlichting. Zodra de normale elektrische voeding van de kunstmatige verlichting en van de elektrische veiligheidsuitrustingen uitvalt, moet een hulpbron, met een autonomie van minstens één uur, automatisch en onmiddellijk in werking gesteld worden.

8.4. De elektrische netten voor de waarschuwing en het alarm moeten verschillend zijn.

## 9. Gasinstallaties

9.1. De opslag in vaste, niet gekoelde houders, van vloeibaar gemaakte propaan-of butaangassen of hun mengsels, de installaties voor verbrandingsgassen moeten voldoen aan de geldende voorschriften. Hun gelijkvormigheid dient het voorwerp uit te maken van een keuringsattest afgeleverd door een erkend organisme. De controledata en de attesten worden ingeschreven in een notitieboekje dat ter beschikking van de plaatselijke brandweerdiensten wordt gehouden. Speciale aandacht zal besteed worden aan de aanvoer van verse lucht en de afvoer van verbrandingsgassen.

9.2. De aanwezigheid of het gebruik van verplaatsbare recipiënten van gas en petroleum is verboden onder en nabij de tribunes. De verplaatsbare recipiënten van gas moeten opgeslagen worden in plaatsen die speciaal daartoe bestemd zijn.

9.3. De totale inhoud van de recipiënten van gas wordt beperkt tot 100 l per verkooppunt. De leidingen moeten uit metaal zijn en alle apparatuur dient zich steeds in goede staat te bevinden. De dichtheid van de installatie wordt jaarlijks nagekeken.

## 10. Entretien général du stade

10.1. L'entretien général du stade comprend au moins :

1° l'enlèvement de tous les déchets, de projectiles possibles, ainsi que de tout objet dangereux à portée des spectateurs, avant et après chaque match.

2° le nettoyage approfondi des tribunes et gradins ainsi que le remplacement de tout objet et matériel détérioré. Les matériaux utilisés pour le remplacement sont de classe A2 (NBN S -21-203).

3° une peinture régulière sur les charpentes, structures métalliques et ferronneries.

4° les trous, interstices et espaces existant dans les marches ou sous les sièges sont obturés.

## 11. Prévention incendie

11.1. L'exploitant du stade prend les mesures nécessaires pour prévenir les incendies et combattre efficacement tout début d'incendie. En cas d'incendie, il donne l'alerte et éventuellement l'alarme, assure la sécurité des personnes et si nécessaire leur évacuation.

11.2. - Par alerte, on entend l'information donnée à des personnes déterminées (responsable du club, délégué à la sécurité, services de police et de secours) de l'existence d'un début d'incendie ou d'un danger.

- Par alarme, il faut entendre l'avertissement donné à l'ensemble des personnes séjournant en un lieu déterminé d'avoir à évacuer celui-ci.

11.3. Les postes d'alerte et d'alarme doivent être en nombre suffisant, facilement accessibles en bon état de fonctionnement et d'entretien, bien répartis et correctement signalés.

11.4. Les signaux d'alarme et d'alerte ne doivent pas pouvoir être confondus entre eux ni avec d'autres signaux. Les signaux d'alarme doivent être perçus par les intéressés. Les réseaux électriques d'alerte et d'alarme doivent être distincts.

11.5. L'alerte au service d'incendie compétent est donnée dans tous les cas de début d'incendie. Si cette alerte est donnée par signal visuel ou acoustique, elle est confirmée par téléphone.

11.6. Le nombre, la nature et l'emplacement des moyens d'extinction sont déterminés après consultation du service d'incendie territorialement compétent en tenant compte de la dimension et du risque d'incendie des bâtiments et installations.

Annexe 2 à l'arrêté royal contenant les normes relatives à la protection des spectateurs : méthode d'expérimentation pour déterminer si un siège de tribune doit ou non être considéré comme inflammable.

1. La méthode d'expérimentation s'applique aux petits sièges fixes utilisés dans les installations de spectateurs dans les stades.

La méthode est adaptée aux situations auxquelles on peut s'attendre dans des tribunes de football. Elle se compose de trois tests pour lesquels les points de départ suivants valent :

a. un siège ne peut pas prendre feu par une allumette brûlante jetée négligemment ou par une cigarette qui se consume ou par tout autre instrument de fumeur.

b. un siège ne peut être mis en feu lors d'une tentative intentionnelle de mettre le feu avec des petites sources de chaleur (allumettes, briquets)

c. lorsqu'un ou plusieurs sièges prennent feu pour quelle que raison que ce soit, les sièges situés à côté ne peuvent pas brûler.

Les sièges doivent être fixés de la même façon à une construction d'appui comme dans la pratique. Lors du placement de plusieurs sièges sur une rangée et dans plusieurs rangées l'une derrière l'autre, les distances réciproques utilisées dans la pratique doivent être gardées.

Peuvent être utilisés comme sources d'allumage :

- une cigarette qui se consume

- un brûleur au butane

- un brasero

Un siège n'est pas qualifié d'inflammable lorsque :

a. on constate que la surface de contact avec la cigarette ne s'est pas consumée ou n'a pas brûlé et

b. que le siège ne se consume ou ne brûle plus une fois que le brûleur au butane est écarté et

c. que les sièges qui se trouvent à côté ne se consomment pas ou ne brûlent pas dans l'heure qui suit l'allumage des braseros.

Dans tous les autres cas, un siège doit être qualifié d'inflammable.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 juin 1999.

ALBERT  
Par le Roi :  
L. VAN DEN BOSSCHE

## 10. Algemeen onderhoud van het stadion

10.1. Het algemeen onderhoud van het stadion omvat minstens :

1° het verwijderen, voor en na de wedstrijd, van alle soorten afval, van bruikbare projectielen en van alle gevaarlijke voorwerpen binnen het bereik van de toeschouwers.

2° een grondige schoonmaak van de tribunes en van de staanplaatsen en de vervanging van alle beschadigde voorwerpen en materieel. De voor de vervanging gebruikte materialen zijn van klasse A2 (NBN S -21-203).

3° een regelmatige herschildering van de metalen geraamten en structuren en het ijzerwerk.

4° de gaten, voegen en openingen in de treden of onder de zitplaatsen moeten gedicht worden.

## 11. Brandpreventie

11.1. De exploitant van een stadion neemt de nodige maatregelen om brand te voorkomen en elk begin van brand doeltreffend te bestrijden. In geval van brand zal hij waarschuwen en eventueel alarm slaan, verzekert hij de veiligheid van de personen en indien nodig hun evacuatie.

11.2. - Onder waarschuwing moet verstaan worden : de inlichting gegeven aan bepaalde personen (verantwoordelijke van de club, de veiligheidsafgevaardigde, politie- en hulpdiensten) van het bestaan van een begin van brand of van een gevaar.

- Onder alarm moet verstaan worden de verwittiging gegeven aan het geheel van de personen, die op een bepaalde plaats verblijven, om deze plaats te ontruimen.

11.3. De waarschuwings- en alarmposten moeten voldoende in aantal zijn, gemakkelijk bereikbaar, in goede staat van werking en onderhoud verkeren, oordeelkundig verdeeld en doeltreffend aangeduid.

11.4. De waarschuwings- en alarmsignalen mogen geen verwarring kunnen stichten met elkaar of met andere signalen. De alarmsignalen moeten door de belanghebbenden kunnen waargenomen worden. De elektrische netten voor de waarschuwing en het alarm moeten verschillend zijn.

11.5. De bevoegde brandweerdienst moet worden gewaarschuwd telkens er een begin van brand is. Indien deze waarschuwing gebeurt door een gezichts- of geluidsignaal, wordt ze per telefoon bevestigd.

11.6. Het aantal, de aard en de plaats van de blusmiddelen worden bepaald in overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst, rekening houdend met de grootte en het brandgevaar van de gebouwen en installaties.

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit houdende de normen aangaande de bescherming van de toeschouwers : beproevingsmethode om te bepalen of een tribunestoeltje al dan niet als brandgevaarlijk moet worden beschouwd.

1. De beproevingsmethode is van toepassing op zogenaamde vaste kuipstoeltjes zoals gebruikt in toeschouwersaccommodaties in stadions.

De methode is aangepast aan de te verwachten situaties op voetbaltribunes. Ze bestaat uit een drietal proeven waarbij de volgende uitgangspunten gelden :

a. een stoeltje mag niet in brand geraken door een achteloos weggeworpen brandende lucifer of nog smeulende sigaret of andere rokerswaar.

b. een stoeltje mag bij een opzettelijke poging tot in brand steken met kleine warmtebronnen (lucifers, aanstekers, edm.) niet in brand te steken zijn.

c. als een of meer stoeltjes om wat voor reden dan toch in brand zijn geraakt, mogen de naast gelegen stoeltjes niet mee gaan branden.

De stoeltjes moeten op een zelfde manier op een ondersteuningsconstructie worden bevestigd als in de praktijk. Bij plaatsing van meerdere stoeltjes op een rij en in meerdere rijen achter elkaar dienen de in de praktijk te hanteren onderlinge afstanden te worden aangehouden.

Als ontstekingsbronnen kunnen gebruikt worden

- een smeulende sigaret

- een butaanbrander

- houtkrib

Een stoel wordt als niet brandgevaarlijk gekwalificeerd wanneer :

a. geen smeulen of branden buiten het contactvlak met de sigaret wordt geconstateerd en

b. de stoel niet verder smeult of brandt na het verwijderen van de butaanbrander en

c. de naast gelegen stoelen niet gaan smeulen of branden binnen een uur na het ontsteken van de houtkribben

In alle andere gevallen moet een stoel als brandgevaarlijk worden gekwalificeerd.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 juni 1999.

ALBERT  
Van Koningswege :  
L. VAN DEN BOSSCHE

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 2274

[C — 99/12360]

**3 MAI 1999. — Arrêté royal  
relatif au Conseil supérieur pour la Prévention  
et la Protection au travail (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment le chapitre VII, modifié par la loi du 13 février 1998;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 832, modifié par les arrêtés royaux des 21 mars 1958, 31 mars 1960 et 27 mars 1998, et le titre V, chapitre II, section V, modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1960, 9 février 1967, 11 septembre 1970 et 14 juin 1981, la section *Vbis*, insérée par l'arrêté royal du 14 juillet 1981, la section VI, modifiée par les arrêtés royaux des 21 mars 1958 et 24 janvier 1975 et la section VII, modifiée par l'arrêté royal du 23 juin 1969;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, donné le 26 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la concertation sociale au niveau du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail pouvait continuer jusqu'à ce que ce Conseil se soit transformé en Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, qui reprendrait les compétences de l'ancien Conseil; que la composition du Conseil pour la Prévention et la Protection au travail ne différerait pas par essence du Conseil S.H.E. précité;

Considérant que par une modification introduite par une loi du 13 février 1998, la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, précise pourtant, que la composition du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail est semblable à celle du Conseil national du Travail, notamment en vue de la représentation des petites et moyennes entreprises et en vue de l'association des organisations du secteur non marchand dans ce Conseil supérieur;

Considérant que, le 27 mars 1998, plusieurs arrêtés royaux ont été promulgués en ce qui concerne la politique sur le bien-être au travail et les services internes et externes pour la prévention et la protection au travail; que par conséquent les compétences du Conseil supérieur ont été élargies; que ces arrêtés ont également comme conséquence qu'il faut porter plus d'attention à la multidisciplinarité au sein du Conseil supérieur, notamment en ce qui concerne les experts présents et la composition du secrétariat;

Considérant que le cadre administratif des activités du Conseil supérieur est le prolongement normal de la réforme du Ministère de l'Emploi et du Travail;

Considérant qu'il est urgent de prendre le plus rapidement possible les mesures d'exécution nécessaires; que tout délai supplémentaire pourrait compromettre le bon fonctionnement du Conseil supérieur; qu'avec une composition défectueuse, il ne pourrait, en effet, plus rendre les avis demandés en toute connaissance de cause et ceci à la lumière des évolutions qui sont intervenues sur le plan de la prévention et de la protection au travail depuis l'entrée en vigueur de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :  
*Section Ière. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application des dispositions du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> la loi : la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 2274

[C — 99/12360]

**3 MEI 1999. — Koninklijk besluit  
betreffende de Hoge Raad voor Preventie  
en Bescherming op het werk (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op hoofdstuk VII, gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 832, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 maart 1958, 31 maart 1960 en 27 maart 1998, en op titel V, hoofdstuk II, afdeling V, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1960, 9 februari 1967, 11 september 1970 en 14 juni 1981, afdeling *Vbis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1981, afdeling VI, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 maart 1958 en 24 januari 1975 en afdeling VII, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1969;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, gegeven op 26 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het sociaal overleg op het niveau van de Hoge Raad voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de werkplaatsen kon worden voortgezet totdat deze Raad zich had omgevormd tot de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk die de bevoegdheden van de vroegere Raad overnam; dat de samenstelling van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk in wezen niet verschillend was van deze van de voormelde Hoge Raad V.G.V.;

Overwegende dat door de wet van 13 februari 1998 in de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk echter nader werd bepaald dat de samenstelling van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gelijk is aan deze van de Nationale Arbeidsraad, inzonderheid met het oog op de vertegenwoordiging van de kleine en middelgrote ondernemingen en met het oog op de betrokkenheid van de organisaties van de niet-commerciële sector in deze Hoge Raad;

Overwegende dat op 27 maart 1998 verschillende Koninklijke Besluiten werden uitgevaardigd betreffende het beleid inzake het welzijn op het werk en de interne en externe diensten voor preventie en bescherming op het werk; dat hierdoor de bevoegdheden van de Hoge Raad werden uitgebreid; dat deze besluiten eveneens tot gevolg hebben dat er ook binnen de Hoge Raad meer aandacht moet besteed worden aan multidisciplinariteit, inzonderheid op het vlak van de aanwezige deskundigen en de samenstelling van het secretariaat;

Overwegende dat de administratieve omkadering van de activiteiten van de Hoge Raad in het verlengde ligt van de hervorming van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de nodige uitvoeringsmaatregelen te treffen; dat elk verder uitstel immers de goede werking van deze Hoge Raad zou in het gedrang brengen, daar hij door een gebrekkige samenstelling niet in staat zou zijn op deskundige wijze de vereiste adviezen te verstrekken in het licht van de evoluties die zich op het vlak van preventie en bescherming op het werk hebben voorgedaan sinds de inwerkingtreding van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :  
*Afdeling I. — Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de wet : de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;